

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ

> OPERATION DE COORDINATION SPS NIV 2 <

PGC

PRFH-ARRAS-CARABINIERS-MISE EN ACCESS

12 rue des Carabiniers d'Artois

62000 ARRAS



DEKRA Industrial
Rue Pierre et Marie Curie
Zone Artisanale du 14 juillet
62223 ST LAURENT BLANGY

Tél. 03.21.15.56.80

Fax

Affaire n° : 5387836A

Coordonnateurs SPS

Conception : PASCAL BOULANGER

Réalisation : PASCAL BOULANGER

Modifications et évolutions

Date	Indice	Modifications apportées
23/03/2023	A	Version initiale

Document établi conformément aux dispositions de la loi « Chantiers temporaires ou mobiles » n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et ses décrets d'application.

Sommaire

Préambule.....	6
Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable.....	8
Présentation du projet	8
• Description succincte du projet.....	8
• Situation géographique	8
• Description synthétique de l'environnement	9
• Phasage des travaux et calendrier prévisionnel.....	9
Intervenants concernés par l'opération	9
• Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur SPS,	9
• Organismes institutionnels de la prévention	10
• Rôle des organismes institutionnels de la prévention	10
• Autres intervenants	10
• Liste des lots et entreprises désignées par le maître d'ouvrage.....	10
Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS.....	12
Description de l'environnement et des servitudes.....	12
• Par rapport aux bâtiments, constructions, ouvrages voisins	12
• Par rapport aux piétons.....	12
• Par rapport à l'établissement en activité	12
• Par rapport aux interdictions de survol	12
• Par rapport aux transports (terrestre, maritime ou aérien)	12
• Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier	12
• Par rapport au terrain (la terre, l'eau...).....	13
• Par rapport à la nature du sol.....	13
Description de l'ouvrage à bâtir.....	13
Présence des matériaux ou matériels à risques particuliers.....	13
• Amiante.....	13
• HAP (Enrobés de voirie).....	13
• Plomb.....	14
• Transformateurs.....	14
• Eléments radioactifs.....	14
• Installations aéro-réfrigérées	14
• Matériaux contaminés (Autres que l'amiante / HAP).....	14
• Diagnostic avant démolition.....	14
Accès au chantier	14
• Véhicules et personnel.....	14
• Points particuliers.....	15
• Fléchage - Signalétique d'accès - Affichage.....	15
• Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.....	15
• Accréditation pour les accès.....	15
• Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.).....	15



• Intervention sur la ou les zones de travaux.....	15
• Intervention lors d'une vague de chaleur	16
• Restriction Alcool et Tabac sur le site.....	16
Utilisation de moyens communs pendant toute la durée du chantier	16
• Infrastructures de chantier.....	16
• Moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges	16
• Protections collectives.....	16
Voirie et réseaux divers préalables aux travaux	17
Installations de chantier.....	17
• Plan d'installation de chantier.....	17
• Recherche des zones d'installation du cantonnement	17
• Travaux préparatoires à l'installation de chantier :	18
• Clôtures	18
• Et jambe de force pour un maintien sans risque.....	18
• Stockage des Terres	18
• Affectation des installations de chantier.....	19
• Dimensionnement du cantonnement.....	19
• Protection contre l'incendie des locaux réservés au personnel	19
• Secours.....	19
• Nettoyage et entretien du cantonnement.....	19
Autorisations administratives et démarches diverses	20
Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et les sujétions qui en découlent	21
Mesures de prevention complementaires tenant compte de l'epidemie de Covid-19	21
Reunions de coordination.....	21
Voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales et verticales	21
• Généralités.....	21
• Circulations des piétons	21
• Circulations horizontales et verticales.....	21
Conditions de manutention des matériaux et matériels, utilisation des engins de levage.....	22
• Généralités.....	22
• Engins de chantier (Chariot de manutention tout terrain).....	22
• Risque de chute / basculement d'engin	23
• Grues à tour : à montage par éléments (GME) et à montage automatisé (GMA)	23
• Grues mobiles.....	23
• Grues de chargement.....	23
• Vérification des appareils et des accessoires de levage	24
• Autorisation de conduite.....	24
• Limitation du recours aux manutentions manuelles	24
• Manutentions mécaniques à partir d'un engin de terrassement	24
Approvisionnement, délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage des matériaux.....	24
• Approvisionnements.....	25
• Magasins	25
Travaux de désamiantage.....	26
Travaux de traitement du plomb.....	28
Prevention des risques de maladies professionnelles	31



Conditions de stockage, d'élimination, d'évacuation des déchets et décombres	31
• Evacuation des déchets	31
Conditions d'enlèvement des matériaux dangereux	32
• Matières et substances dangereuses	32
• Déchets, décombres, gravats présentant un risque particulier	32
Protections collectives	32
Travail en hauteur	33
Installation électrique de chantier	34
Mesures prises en matière d'interactions sur le site	35
Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier	40
Respect des contraintes du site	40
• Horaires de chantier imposés	40
• Horaires et contraintes de livraisons	40
Exploitations et chantiers limitrophes ouverts ou prévus	40
Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant	41
Nettoyage du chantier	41
• Règles générales de nettoyage du chantier	41
Démarche environnementale, tri des déchets	41
• Objectifs	41
Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière	42
Organisation des secours	42
Sauveteurs Secouristes du Travail (SST)	42
Infirmier	42
Dispositions en cas de travail isolé	42
Risque incendie	43
Evacuation des personnes en cas d'incendie	43
Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants	44
Entreprises désignées par le maître d'ouvrage	44
Visite d'inspection commune	44
Etablissement d'un PPSPS	45
Contenu du PPSPS	45
Diffusion des PPSPS	47
Observations du coordonnateur SPS	47
Harmonisation des PPSPS et leur mise à jour	47
Mise à jour du PGC	48
Sous-traitant	48
Travailleurs Indépendants	48
Travail dissimulé	49
Prêt de main d'oeuvre	49
Recensement des accidents du travail	49
Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT)	50



Annexe(s).....	51
• <i>Annexe 1 : Liste des lots, entreprises désignées par le maître de l'ouvrage</i>	<i>52</i>
• <i>Fiche OPPBTP « Installations d'accueil des salariés sur chantiers »</i>	<i>53</i>
• <i>Fiche OPPBTP « En cas d'accident »</i>	<i>54</i>
• <i>Dispositions communes aux établissements pénitentiaires.....</i>	<i>55</i>



Préambule

Ce document est établi à la demande du Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé, pour répondre aux exigences de la Loi 93-1418 du 31/12/93 et son décret d'application 94-1159 du 26/12/94, modifié par le décret 2003-68 du 24 janvier 2003.

L'employeur met en œuvre les mesures prévues à l'article L. 4121-1 sur le fondement des principes généraux de prévention suivants :

Art. Loi 4121-1 n° 91 1414 du 31/12/1991
et
Art. Loi 4531-1 et 2 n° 93 du 31/12/1993
Applicables aux opérations de construction de bâtiment et de génie civil.

Art. L4121-2 « Principes généraux de prévention »

- 1° Eviter les risques ;
- 2° Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
- 3° Combattre les risques à la source ;
- 4° Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
- 5° Tenir compte de l'état d'évolution de la technique ;
- 6° Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux ;
- 7° Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment les risques liés au harcèlement moral et au harcèlement sexuel, tels qu'ils sont définis aux articles L. 1152-1 et L. 1153-1, ainsi que ceux liés aux agissements sexistes définis à l'article L. 1142-2-1 ;
- 8° Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle ;
- 9° Donner les instructions appropriées aux travailleurs.



« Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC) est un document qui définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de **l'interférence des activités** des différents intervenants sur le chantier, ou la **succession de leurs activités** lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises »

Le PGC est établi par le coordonnateur SPS de l'opération désigné par le maître d'ouvrage, il constitue une pièce du DCE et est d'application à toutes les entreprises y compris sous-traitants et travailleurs indépendants. Il permet aux entreprises d'avoir connaissance de l'ensemble des mesures pour résoudre les problèmes liés aux interférences des activités qui concernent le chantier.

A partir du PGC, et après avoir réalisé préalablement une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS, les entreprises établissent leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS).

Le PGC est complété et adapté en fonction de l'évolution de l'opération, de la durée effective des travaux, des contraintes successives liées à l'environnement du chantier et au déroulement d'opérations mitoyennes. Toute modification apportée à ce document sera portée à la connaissance des entreprises.

Un exemplaire du PGC à jour est tenu sur le chantier à disposition :

- des médecins du travail ;
- des membres des CSSCT, ou à défaut des délégués du personnel des entreprises qui interviennent sur le chantier ;
- des membres du CISSCT (opérations de 1^{ère} catégorie) ;
- de l'Inspection du Travail, de la CARSAT et de l'OPPBT.

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une durée de 5 années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

Moyens et autorité du coordonnateur SPS donnés par le maître d'ouvrage

Afin que soient mises en œuvre les mesures utiles à la prévention des risques, le maître d'ouvrage autorise le coordonnateur SPS à communiquer directement au maître d'œuvre et à tout autre intervenant sur le chantier ses observations ou notifications.

Dans ses interventions le coordonnateur SPS ne se substitue pas aux entreprises en ce qui concerne l'exécution des mesures de sécurité qui leur incombent.

Lorsque dans le cadre de sa mission, le coordonnateur SPS détecte un danger grave et imminent menaçant directement la sécurité des travailleurs, il est autorisé à demander aux intervenants de prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger et notamment d'arrêter tout ou partie du chantier. La notification des demandes est consignée sur le registre journal de la coordination SPS. Les reprises du chantier, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS et du maître d'œuvre, sont également consignées dans le registre journal de la coordination SPS.

Les entreprises (titulaires et sous-traitantes) n'ayant pas effectué une visite d'inspection commune et n'ayant pas remis leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), ne seront pas autorisées à intervenir sur le chantier. Suivant les cas, le coordonnateur SPS avisera, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage afin qu'ils prennent les dispositions nécessaires.

« L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du présent code, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil » (article L. 4532-6 du code du travail).

Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable

PRESENTATION DU PROJET

Description succincte du projet

Le projet consiste en la réalisation de l'accessibilité de la Maison d'Arrêt d'Arras suivant 3 zones :

- Accessibilité hors enceinte mais sur le domaine pénitentiaire.
- Accessibilité dans l'enceinte mais hors détention.
- Accessibilité des espaces en détention.

Liste des lots prévus :

Lot N°01 : VRD

Lot N°02 : Gros-œuvre

Lot N°03 : Métallerie

Lot N°04 : Electricité

Lot N°05 : CVP

Lot N°06 : Aménagement

Lot N°07 : Signalétique

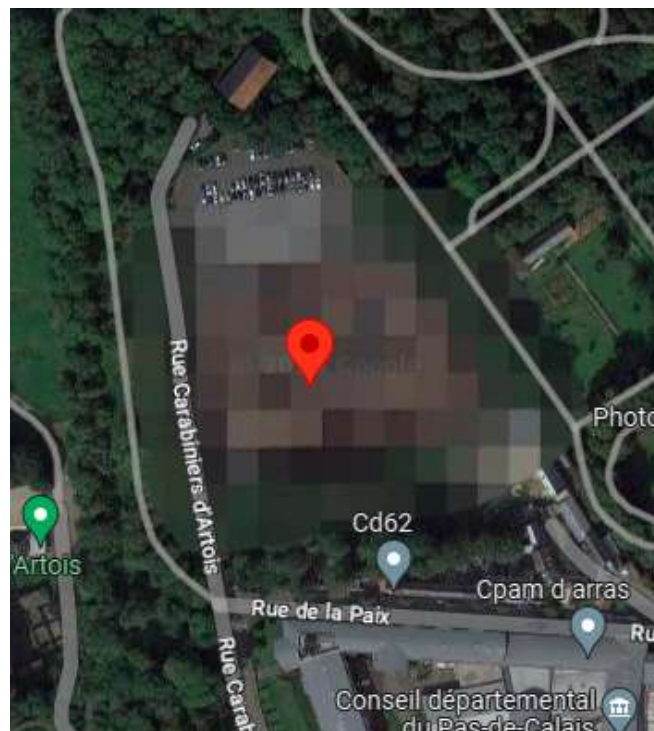
Lot N°08 : Ascenseur élévateur

Lot N°09 : Menuiserie

Lot N°10 : Mobilier

Situation géographique

Maison d'arrêt d'Arras, 12 rue des Carabiniers d'Artois.



Description synthétique de l'environnement

Les travaux se situent à l'intérieur de la Maison d'arrêt dans les parties en présence ou hors présence détenus.

Phasage des travaux et calendrier prévisionnel

Les travaux se dérouleront dans un délai global de 52 semaines.

Le début prévisionnel des travaux est fixé au : ([Planning à transmettre](#))

Le MOE doit prendre en compte le risque de co-activité dans le planning de chantier, prévoir la présence d'une seule entreprise par zone de travaux et sans superposition de tâches afin de limiter la co-activité.

Le MOE précisera s'il est prévu un phasage particulier pouvant générer des incidences particulières en matière de sécurité et/ou de co-activité lors de la réalisation des travaux et diffusera les plannings d'organisation de chantier correspondants.

En cas de décalage de planning, une révision de coordination avec tous les intervenants concernés sera mise en place afin de traiter les co-activités susceptibles d'être générées.

Le coordonnateur SPS doit être obligatoirement convié à cette réunion afin d'apporter son avis sur cette révision de coordination.

INTERVENANTS CONCERNES PAR L'OPERATION

Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur SPS, ...

Intervenants	Représentant	Téléphone Fax Email
--------------	--------------	---------------------------

Maître d'ouvrage

DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES 123 Rue Nationale Bp 765 59034 LILLE CEDEX	M Stéphane BELVAL - DÉPARTEMENT PATRIMOINE ET EQUIPEMENTS	03 20 63 87 02 03 20 54 40 64 stephane.belval@justice.fr
--	---	--

Maître d'ouvrage déléguée

CABINET CLEMENT ET ASSOCIES GRD EST 12 Rue de L Armee Patton 54000 NANCY	M Alain BECHET	+33 6 28 18 22 54 abechet@cabinetclement.fr
---	----------------	--

Maître d'oeuvre

BUREAU D'ETUDES IPH 831, rue Quentin de la Tour 02100 HARLY	M CIERNIAK	03 23 68 68 02 03 23 08 90 27 d.cierniak@iph-bet.fr
---	------------	---

Maître d'oeuvre

CABINET MO.TA ARCHITECTURE 10 Place du 8 octobre 02100 ST QUENTIN	M MOREL	03 23 67 22 96 contact@mota-archi.fr
---	---------	---

Coordonnateur SPS

DEKRA Industrial AGENCE HAUTS DE FRANCE Rue Pierre et Marie Curie Zone Artisanale du 14 juillet 62223 ST LAURENT BLANGY	Titulaire : C : PASCAL BOULANGER R : PASCAL BOULANGER Suppléant : C : R :	03.21.15.56.80 pascal.boulanger@dekra.com
---	--	--



Organismes institutionnels de la prévention

Intervenants	Représentant	Téléphone Fax Email
CARSAT Nord - Picardie		
11 Allée Vauban 59662 VILLENEUVE D ASCQ CEDEX	Non connu à la rédaction du PGC	03 20 05 60 28 03 20 05 63 40 contactprevention@carsat-nordpicardie.fr
INSPECTION DU TRAVAIL		
5 rue Pierre Bérégovoy BP 60539 62008 ARRAS CEDEX	Non connu à la rédaction du PGC	03 21 60 28 67 03 21 07 49 95 ddets-uc1@pas-de-calais.gouv.fr
OPPBTP NORD / PAS DE CALAIS		
Parc Europe - BAT 10 340, Avenue de la marne 59700 MARCQ EN BAROEUL	Non connu à la rédaction du PGC.	03 20 52 13 14 03 20 52 64 76 hautsdefrance@oppbtp.fr

Rôle des organismes institutionnels de la prévention

Contrôleur de prévention de la CARSAT.

La Sécurité Sociale exerce un contrôle sur les entreprises par l'intermédiaire des Ingénieurs-Conseils ou des Contrôleurs du Service de Prévention de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie (CARSAT). Ils interviennent comme "assureur" du Personnel et contrôlent les contenus des mesures de prévention et l'application et le respect des règles et recommandations de la CNAMTS et des CRAM. Ils doivent être informés dans les mêmes conditions que l'Inspection du Travail et peuvent intervenir sur le chantier, participer à des enquêtes suite à accident, assister aux réunions du CISSCT.

L'Inspection du Travail.

La Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE) est représentée par l'Inspecteur du Travail, chargé de contrôler l'application du Code du Travail et des textes pris en application, en dressant procès-verbal lorsqu'il y a infraction, celui-ci peut conduire l'employeur à engager sa propre responsabilité civile et/ou pénale (amende, affichage et peine de prison).

L'Inspecteur du Travail peut intervenir à tout moment sur le chantier pour contrôler le respect des prescriptions réglementaires par les entreprises.

Délégué du comité régional de l'OPPBTP.

Le délégué de l'Organisation Professionnelle de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics (OPPBTP) a pour mission de conseiller et orienter les concepteurs d'ouvrages et les entrepreneurs afin d'intégrer la sécurité dans toutes les phases de la production, notamment dans les études préparatoires à l'organisation du chantier et à l'exécution des travaux. Il peut participer aux réunions du CISSCT et aux enquêtes en cas d'accidents ou maladies professionnelles graves.

Autres intervenants

Intervenants	Représentant	Téléphone Fax Email
DEKRA INDUSTRIAL		
Parc de l'Etoile 2 rue Galilée 59760 GRANDE SYNTHE	Mme HENNI	03.28.21.44.80 frederique.henni@dekra.com

Liste des lots et entreprises désignées par le maître d'ouvrage

Voir en **annexe 1** du présent PGC la liste des lots et lorsqu'elles sont connues la liste des entreprises désignées par le maître de l'ouvrage.



Mesures d'organisation générales COVID-19

En fonction de l'évolution des mesures gouvernementales et de l'OPPBTP, les entreprises
APPLIQUERONT IMMEDIATEMENT CES DIRECTIVES.

Il est toutefois recommandé de continuer à observer avec rigueur les mesures de protection... distanciation physique, lavage des mains et port du masque selon les consignes définies dans le Protocole sanitaire en vigueur.



Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS

DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES SERVITUDES

Par rapport aux bâtiments, constructions, ouvrages voisins

(Sans objet)

Les travaux sont situés dans différentes zones à l'intérieur de l'établissement.

Par rapport aux piétons

Si besoin, prévoir un dévoiement des piétons, public, par un cheminement sécurisé au droit de l'accès au chantier.



Les accès (cheminement, entrée principale, escaliers...) sont existants et à entretenir par chaque intervenant.

La présence de personnel, public extérieur aux abords et dans l'établissement est à prendre en considération.

L'établissement est bordé par un trottoir piétons et des zones de stationnement. Les entreprises prendront toutes les dispositions nécessaires de sécurité pour ne pas gêner la circulation et mettre en place des accès sécurisés.

La circulation des piétons, public, sera libre en périphérie de l'établissement, prévoir :

- Une vigie lors de l'entrée et sortie de véhicules (livraisons...) sur le chantier.
- Une séparation physique entre les zones de travaux et la circulation piétonne.

Par rapport à l'établissement en activité

Les zones de travaux seront entièrement clôturées afin de séparer physiquement le chantier vis-à-vis des détenus. Les travaux se dérouleront en présence d'un surveillant travaux dans les zones où sont présents des détenus. Les exigences sécuritaires priment vis-à-vis des autres sujets.

Par rapport aux interdictions de survol

Une attention particulière sera portée à l'utilisation des moyens de levage, pour des raisons évidentes de sécurité, toute solution devra être impérativement validée par le MOE et le service sécurité de l'établissement avant mise en place sur site.

Par rapport aux transports (terrestre, maritime ou aérien)

Il n'est pas prévu de déviation de circulation pouvant entraîner une modification des circuits de transports en commun.

Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier

Le fait que le chantier se trouve sur un site privé ne dispense pas les entreprises de s'assurer de la présence de réseaux existants à conserver ou à dévier.

Le maître d'ouvrage doit envoyer une déclaration de projet de travaux (DT) à chacun des opérateurs de réseaux concernés.

La déclaration de projet de travaux (DT) a été réalisée le : **A transmettre par le MOA**

Les DICT devront donc être réalisées en temps et en heure auprès des opérateurs de réseaux concernés.

Les réseaux à conserver ou à dévier seront précisés en fonction des DICT.

Les travaux ne pourront commencer qu'après l'obtention de toutes les DICT validées.



Par rapport au terrain (la terre, l'eau...)

(Sans objet)

Par rapport à la nature du sol

(Sans objet)

DESCRIPTION DE L'OUVRAGE A BATIR

Réalisation de l'Accessibilité de la Maison d'Arrêt d'Arras.

PRESENCE DES MATERIAUX OU MATERIELS A RISQUES PARTICULIERS

Amiante

Toutes les entreprises doivent prendre connaissance du contenu des rapports suivants : (Rapports à transmettre)

Pour rappel :

- Les dossiers techniques regroupant les informations relatives à la recherche et l'identification des matériaux contenant de l'amiante sont joints au PGC.
 - Un repérage avant travaux sera réalisé sur les parties des bâtiments devant être réhabilitées de manière à identifier les matériaux, équipements et matériels ou articles en contenant conformément aux articles L. 4121-2, L. 4531-1 (principes généraux de prévention), R. 4412-97 du code du travail et de la norme NF X 46-020 de décembre 2008.
- Un repérage complémentaire sera réalisé à la charge du maître d'ouvrage après les travaux afin de compléter le DTA et de le joindre au DIUO dans le cas où des matériaux résiduels contenant de l'amiante pourraient subsister après travaux.

Il est rappelé que pour toute opération sur des matériaux contenant de l'amiante, le personnel doit être formé aux risques.

Tous les matériaux ou produits contenant de l'amiante à déposer ou non dans les zones de travaux devront faire l'objet d'un repérage exhaustif avec étiquetage.

Découverte de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante en cours de travaux :

Il résulte de l'article R.4412-107 du Code du travail que « l'employeur informe le donneur d'ordre de toute présence d'amiante mise en évidence lors de l'opération.

Il convient de stopper les travaux, de faire réaliser des prélèvements complémentaires pour lever le doute et, en cas de présence d'amiante avérée, reprendre toute la démarche d'évaluation du risque.

En cas de pollution, il faut impérativement procéder à un nettoyage approfondi de la zone concernée, puis effectuer une mesure d'empoussièrement, afin de vérifier que le seuil défini par le Code de la santé publique est respecté.

HAP (Enrobés de voirie)

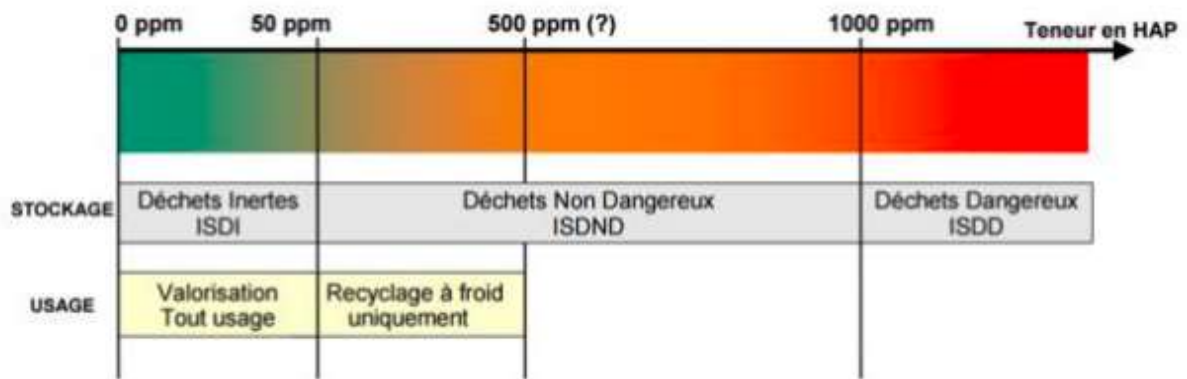
Les Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP) sont des molécules toxiques classées CMR (agent cancérogène, mutagène, et repro-toxique). Des teneurs élevées de HAP peuvent être rencontrées dans des couches de chaussées, des goudrons ou bitume-goudrons et des additifs fluxants pour la fabrication des enrobés ayant été utilisés pour certains jusqu'en 2005. C'est pourquoi, la réglementation relative aux déchets a défini des seuils de teneurs en HAP à la fois pour le recyclage des enrobés et pour leur élimination dans des installations de stockage. La directive 2003/33/CE définit les installations de stockage par type de déchet et l'annexe III de la directive 2008/98/CE définit les priorités qui rendent les déchets dangereux.

- **En dessous de 50 ppm (ou mg/kg)**, les enrobés peuvent être recyclés à chaud, à froid ou déposés en installation de stockage de déchets inertes (ISDI).

- **Entre 50 ppm et 500 ppm**, les enrobés peuvent être recyclés à froid ou déposés en installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND).

- **Au-dessus de 500 ppm**, les enrobés ne peuvent pas être recyclés et devront être orientés vers des ISDND ou des installations de stockage de déchets dangereux (ISDD).

Le repérage des HAP est donc nécessaire pour valoriser ou éliminer les déchets d'enrobés de chaussées. Le guide Cerema « Acceptabilité environnementale de matériaux alternatifs en technique routière » fixe les seuils de teneur en HAP à **50 ppm et 500 ppm** pour le recyclage des enrobés respectivement à chaud et à froid.



Seuil de 500 ppm en HAP = limite du recyclage à froid : sans réchauffage ni chauffage des agrégats d'enrobés

Plomb

Toutes les entreprises doivent prendre connaissance du contenu du rapport suivant : (Rapport à transmettre)

- La date de la construction étant **antérieure au 1^{er} janvier 1949**, un diagnostic d'accessibilité au plomb doit être réalisé par le maître d'ouvrage en vue de prévenir le risque d'exposition professionnelle au plomb sur tous les éléments impactés par les travaux.
- La date de la construction étant **postérieure au 1^{er} janvier 1949 mais antérieure au 1^{er} janvier 1974**, un diagnostic d'accessibilité au plomb doit être réalisé par le maître d'ouvrage en vue de prévenir le risque d'exposition professionnelle au plomb sur les supports métalliques peints et sur tous les éléments impactés par des travaux destructifs.
- La date de la construction étant **postérieure au 1^{er} janvier 1974 mais antérieure au 1^{er} janvier 1994**, un diagnostic d'accessibilité au plomb doit être réalisé par le maître d'ouvrage en vue de prévenir le risque d'exposition professionnelle au plomb sur tous les éléments impactés par des travaux destructifs.

Transformateurs

Présence d'un local transformateur sur une zone de stationnement interne de l'établissement.

Eléments radioactifs

(Sans objet)

Installations aéro-réfrigérées

(Sans objet)

Matériaux contaminés (Autres que l'amiante / HAP)

(Sans objet)

Diagnostic avant démolition

(Sans objet)

- Depuis le 1^{er} juillet 2012, un diagnostic sur la gestion des déchets issus de la démolition est à établir par le maître de l'ouvrage avec l'évaluation des filières de recyclage, conformément au décret n° 2011-610 du 31 mai 2011.

ACCES AU CHANTIER

Véhicules et personnel

L'accès au chantier se fera par le Poste de Garde en respectant la procédure en vigueur.

L'ensemble des véhicules empruntera cet accès.

Les véhicules et les personnels devront impérativement respecter le DCEP en annexe du présent PGC.





Points particuliers

Le stationnement des véhicules privés du personnel des entreprises se fera sur le Parking visiteurs extérieur.

Fléchage - Signalétique d'accès - Affichage

Une signalisation d'accès au chantier sera mise en place, **Chaque Lot** informera ses fournisseurs du parcours à suivre pour accéder au chantier et leur transmettra le plan d'accès.

Affichage obligatoire du chantier : panneaux « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC ».

Outre l'affichage du permis de construire suivant les dispositions de l'article A 421-7 du code de l'urbanisme, tout entrepreneur (entreprises titulaires des différents lots, sous traitants et travailleurs indépendants) travaillant sur le chantier doit avoir affiché son nom, sa raison ou sa dénomination sociale ainsi que son adresse. L'affichage est assuré sur un panneau dont les indications sont lisibles depuis la voie publique.

Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier

Seules les personnes travaillant pour le maître d'ouvrage, les entrepreneurs titulaires d'un marché, les sous-traitants et les travailleurs indépendants nommément déclarés auprès du maître d'ouvrage, sont autorisés à accéder au chantier.

Les personnes n'intervenant pas directement sur le chantier (fournisseurs, locatiers, agents commerciaux, concessionnaires, contrôleurs techniques,...) devront être accompagnés par l'entreprise concernée par leur intervention.

L'entreprise concernée devra réaliser l'accueil de ces intervenants.

→ Tous les intervenants entrants dans la Maison d'arrêt (travailleurs, transporteurs, ...) devront établir une demande d'accès préalable suivant la procédure en vigueur du Centre Pénitentiaire.

Accès véhicules entreprises :

- Une semaine avant intervention, transmettre immatriculation du véhicule + copie de la carte grise et la liste exhaustive précise des équipements et du matériel contenus dans le véhicule.

- NOTA : Les téléphones portables sont interdits à l'intérieur du Centre Pénitentiaire.

Voir l'application du DCEP présent en annexe du PGC.

Accréditation pour les accès

L'accès et la circulation en zone réservée concernée par les travaux font l'objet d'une accréditation délivrée par les autorités compétentes et limitées aux seules parties mentionnées sur leur titre d'accès.

Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.)

Tout travailleur, tout visiteur, de droit comme autorisé est tenu au port des protections individuelles adaptées à l'intervention sur le chantier.

Les différents fournisseurs sont aussi assujettis à cette obligation.



Intervention sur la ou les zones de travaux

Les travailleurs auront l'obligation de porter des vêtements de haute visibilité (gilet rétro réfléchissant,...). Les entreprises et tout intervenant devront respecter les consignes données par la maîtrise d'œuvre pour accéder ou repartir dans la zone des travaux.

Intervention lors d'une vague de chaleur

Les employeurs doivent :

- Prévoir une organisation du travail permettant de réduire les cadences si nécessaires, d'alléger les manutentions manuelles, etc.
- Prévoir une organisation du travail permettant au salarié d'adapter son rythme de travail selon sa tolérance à la chaleur.
- Informer tous les travailleurs des risques, des moyens de prévention, des signes et symptômes du coup de chaleur (Document établi par le médecin du travail et l'INRS notamment)
- Afficher les recommandations à suivre pour les salariés prévus au niveau du plan d'action.
- Adapter les horaires de travail dans la mesure du possible : début d'activité plus matinal, suppression des équipes d'après-midi.
- Organiser des pauses aux heures les plus chaudes, si possible dans une salle plus fraîche
- Mettre à disposition de l'eau potable fraîche pour la boisson (article R. 4225-2 du code du travail). Installer des sources d'eau potable fraîche à proximité des postes de travail. Les travailleurs doivent disposer d'au moins 3 litres d'eau par personne et par jour.



Restriction Alcool et Tabac sur le site

Décret no 2006-1386 du 15 novembre 2006 fixant les conditions d'application de l'interdiction de fumer (en particulier aux articles R. 3511-1 à R. 3512-2 du code de la santé publique).

A compter de 1er février 2007, il est interdit de fumer dans tous les lieux fermés et couverts qui accueillent du public ou qui constituent des lieux de travail.

Il est interdit de fumer sur ce chantier à l'intérieur des bâtiments et lieu de vie.

Des affiches de sécurité seront judicieusement apposées et régulièrement maintenues en bon état (réfectoires, vestiaires, sanitaires...).

Il est interdit de faire pénétrer de l'alcool sur le site. La consommation de boissons alcoolisées est interdite sur le chantier. Il est interdit de pénétrer ou de demeurer sur le site sous l'emprise de l'alcool.



UTILISATION DE MOYENS COMMUNS PENDANT TOUTE LA DUREE DU CHANTIER

Pendant toute la durée du chantier, il sera favorisé la mise en place des infrastructures du chantier (cantonnement, ensemble des installations réglementaires...), les moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges, ainsi que les protections collectives.

Infrastructures de chantier

L'opération globale consiste en un ensemble de chantiers qui ne pourront pas tous se dérouler de façon concomitante.

Chaque Lot aura à sa charge, la mise en place des infrastructures de chantier pour l'ensemble des intervenants (cantonnement, l'ensemble des installations réglementaire de chantier).

Moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges

Chaque Lot devra mettre en place une utilisation effective commune des moyens logistiques du chantier (mise en commun des moyens de manutention sur le chantier dont l'espace sera limité, manutention, circulation, échafaudages, ascenseurs, levage, gestion des déchets...).

La nouvelle recommandation CNAMTS R 477, du 7 avril 2015, remplaçant la R 445 : Mécanisation du transport vertical des personnes et des charges sur les chantiers (construction, réhabilitation, entretien d'ouvrages), sera appliquée.

Protections collectives

Chaque Lot aura à sa charge la mise en place et le maintien des protections collectives de leur chantier.

VOIRIE ET RESEAUX DIVERS PREALABLES AUX TRAVAUX

VRD Préliminaires: Si le montant de l'opération excède 760 000 euros, les VRD préalables aux travaux à la charge du maître de l'ouvrage seront réalisés par les entreprises préalablement au commencement du chantier.

Les VRD primaires (desserte en voirie pour véhicules et piétons jusqu'à l'installation de chantier et à la zone travaux depuis la voie publique, raccordement à un réseau d'eau potable, à un réseau électrique et évacuation des matières usées) seront réalisés suivant le tableau ci-après :

Désignation	Localisation	Phasage	Lot chargé de la réalisation
Aménagement de l'accès chantier	Accès depuis la rue	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	(Sans objet)
Aménagement de l'Accès aux Installations de Chantier	Accès depuis la voirie vers les installations de chantier.	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	Chaque Lot
Raccordement au réseau d'Eau Potable	Depuis le réseau existant avec un comptage à mettre en place	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	Chaque Lot
Evacuation des eaux usées	Sur le réseau existant	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	Chaque Lot
Raccordement au réseau Electrique	Raccordement sur le réseau électrique existant avec un comptage à mettre en place	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	Chaque Lot

INSTALLATIONS DE CHANTIER

Les travaux proprement dits ne pourront débuter qu'après l'installation des locaux de chantier et le raccordement aux différents réseaux.

Plan d'installation de chantier

Le plan d'installation de chantier sera établi par **Chaque Lot** , après avoir pris en compte les informations fournies par les autres corps d'état, notamment pour les besoins de stockage.

Le plan d'installation de chantier précisera :

- L'utilisation des locaux existants comme cantonnement de chantier (bureaux, magasins, vestiaires, réfectoires).
- Les voies et accès de chantier et leur signalisation.
- Les exutoires prévus pour les eaux pluviales.
- Les installations complémentaires s'il y a lieu.
- Les lieux d'approvisionnement, de stockage des matériaux et du matériel.
- L'emplacement et le cheminement des installations provisoires : électricité, eau, téléphone, circulations, eaux usées, eaux pluviales.
- La localisation du défibrillateur le plus proche.
- La localisation de la trousse de secours.
- La localisation des points de rassemblement.
- La localisation des moyens d'extinction.

(Plan d'installation de chantier à transmettre)

Recherche des zones d'installation du cantonnement

En fonction des travaux et du planning, il sera peut-être nécessaire de faire évoluer le plan d'installation de chantier. Des dispositions seront prises en concertation avec les entreprises, la Maîtrise d'ouvrage, la Maîtrise d'œuvre et le Coordonnateur SPS. Ces dispositions seront communiquées aux entreprises par le Coordonnateur SPS et/ou le Maître d'œuvre. L'attention des entreprises est attirée sur le fait qu'elles ont, pour leur emplacement de leurs propres baraques, à respecter les directives du Maître d'œuvre, et qu'elles ne peuvent élever aucune réclamation pour les dépenses entraînées par le déplacement éventuel de leur installation pour les besoins du chantier.



Travaux préparatoires à l'installation de chantier :

Compte tenu de l'importance du chantier, les travaux d'attentes diverses : électricité, eau, évacuation, téléphone, etc. seront réalisés en phase préparation des travaux.

L'entreprise titulaire de marché dispose d'un délai contractuel pour soumettre au maître d'œuvre son dossier de préparation de chantier, qui comporte en particulier :

- Le plan d'installation de chantier,
- Le planning prévisionnel des travaux,
- Les plans d'exécution des ouvrages,
- Les prévisions d'effectifs,
- La méthode d'approvisionnements et circulations
- Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS).
- Installations sanitaires et vestiaires

Les obligations concernant les installations d'accueil, les vestiaires et les sanitaires dépendent de la taille et de la durée du chantier :

- **Pour des chantiers de durée supérieure à 4 mois**, des installations sanitaires fixes sont à prévoir,
- **Pour des durées inférieures à 4 mois**, des véhicules mobiles de chantier (VRS), spécialement aménagés et répondant aux besoins (installations sanitaires, restauration...) peuvent être utilisés.

Ces installations doivent être adaptées aux effectifs du chantier (nombre de lavabos, de douches, de toilettes, espace réfectoire...).

Clôtures

La responsabilité du fait de la chose suivant l'article 1384 du code civil est engagée en l'absence de clôture. Le chantier sera donc totalement clos à l'aide d'une clôture d'au moins 2,00 m de hauteur rigide et fermée mécaniquement, son franchissement par des tiers non autorisés supposant une volonté d'effraction.

Une clôture grillagée (non opaque) devra être installée pour rendre le chantier clos de manière à interdire l'accès aux personnes non autorisées, au niveau des zones pouvant potentiellement être à risques.

Chaque Lot réalisant la clôture aura à sa charge le portail avec système de fermeture ainsi que l'entretien ou le déplacement éventuel dans le cadre de modification de l'emprise de la zone des travaux.

Elle assurera chaque jour l'ouverture et la fermeture de l'accès chantier.

Le chantier sera totalement clos et cadencé pendant les périodes d'inactivité. (Fin de journée, weekend...).

Toutes les clés donnant accès aux installations de chantier devront être remises à chaque fin de journée au personnel de l'établissement pénitentiaire.



Grilles maintenues par colliers métalliques



Roulette sur portail



Portillon sur zone base de vie

Et jambe de force pour un maintien sans risque

Stockage des Terres

Une partie des terres des différents terrassements sera stockée sur une zone définie sur le plan d'installation de chantier pour une réutilisation sur le site.

Les excédents de terres seront évacués à la décharge.

Affectation des installations de chantier

Les installations de chantier seront réalisées suivant le détail du tableau ci-après :

Nature de l'installation	Réalisée par	A charge
Création de l'ensemble des voiries de chantier, y compris zones de parking	(Sans objet)	(Sans objet)
Clôtures, portails avec signalisation de sécurité du chantier	Chaque Lot	Chaque Lot
Réseaux divers existants à protéger	Chaque Lot	Chaque Lot
Réseaux utilitaires (éclairage, BT, force, etc.)	Chaque Lot	Chaque Lot
Plates-formes pour zones de stockage (même provisoire) et zone de cantonnement	(Sans objet)	(Sans objet)
Sanitaires (lavabos, eau pour se laver, moyens de nettoyage, séchage ou essuyage), cabinets d'aisance (W-C, urinoirs), douches Ensemble des équipements communs à toutes les entreprises conformément à la réglementation en vigueur	Chaque Lot	Chaque Lot
Salle de réunion commune pour les réunions de chantier	Chaque Lot	Chaque Lot
Vestiaires, réfectoires de son lot jusqu'à la fin de sa prestation.	Chaque Lot	Chaque Lot
Coffrets électriques de chantier intérieur bâtiment (par étage et par bâtiment)	Chaque Lot	Chaque Lot
Téléphone d'alerte Bureau (consignes et directives affichées)	Chaque Lot	Chaque Lot
Bennes à déchets	Chaque Lot	Chaque Lot
Goulottes d'évacuation	Chaque Lot	Chaque Lot

Dimensionnement du cantonnement

Le cantonnement sera dimensionné en fonction de l'effectif de pointe du chantier.

Les effectifs seront précisés au cours de la période de préparation, en fonction du nombre d'heures affecté au chantier par chaque entreprise et en fonction du calendrier d'exécution des travaux.

Protection contre l'incendie des locaux réservés au personnel

Des extincteurs portatifs dûment contrôlés, adaptés aux locaux et aux risques seront prévus dans les locaux réservés au personnel.

Secours

Poste de téléphone de 1er secours et numéros d'alerte dans bureau de chantier et affichage « En cas d'accident » à proximité.

Nettoyage et entretien du cantonnement

Le nettoyage quotidien et l'entretien du cantonnement seront réalisés par les entreprises concernées par le tableau suivant :

Nature de l'intervention	Réalisée par	A charge
Nettoyage quotidien des locaux communs et des installations communes d'hygiène	Chaque Lot	Chaque Lot
Fourniture de consommables (savons, essuie-mains, papiers toilette)	Chaque Lot	Chaque Lot

AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES ET DEMARCHES DIVERSES

Les autorisations administratives et démarches diverses seront réalisées par les entreprises concernées de la colonne de droite du tableau suivant :

<i>Démarches administratives</i>	<i>Services concernés</i>	<i>Réalisées par :</i>
D.I.C.T. sur les réseaux des concessionnaires	Ensemble des concessionnaires	Toutes les entreprises concernées par des travaux effectués au voisinage des ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques
Envoi du PPSPS du lot principal	- Inspection du Travail/DIRECTE - CARSAT/CRAM - OPPBTP	Chaque Lot
Envoi plan de retrait (SS3) Envoi mode opératoire (SS4) Envoi plan d'encapsulage	- Inspection du Travail / DIRECTE - CARSAT - OPPBTP	Entreprise(s) concernée(s)
Autorisation d'installation de grue à tour suivant arrêté municipal du 14 mars 2003	Ville de ...	(Sans objet)
Autorisation de voirie pour travaux sur la voie publique	Services techniques ville d'ARRAS	Entreprise(s) concernée(s)
Travaux à proximité des voies de chemin de fer	SNCF	(Sans objet)
Servitudes aériennes	Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC)	(Sans objet)
Autorisation administrative diverse	Service Pénitentiaire	Chaque entreprise



Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et les sujétions qui en découlent

MESURES DE PREVENTION COMPLEMENTAIRES TENANT COMPTE DE L'EPIDEMIE DE COVID-19

Le protocole sanitaire en entreprise a cessé de s'appliquer à partir du 14 Mars 2022.

En conséquence de ces mesures gouvernementales, l'application du guide de préconisations pour assurer la sécurité sanitaire sur les chantiers du BTP est suspendue au 14 mars 2022.

Il est toutefois recommandé de continuer à observer avec rigueur les mesures de protection... distanciation physique, lavage des mains et port du masque selon les consignes définies dans le Protocole sanitaire en vigueur.

REUNIONS DE COORDINATION

Des réunions de coordination seront réalisées avec le coordonnateur pour étudier les interfaces et incidences des interventions simultanées ou successives des entreprises et décider des mesures de protections collectives.

VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES ET VERTICALES

Généralités

Les zones de circulation menant au chantier devront être maintenues dégagées de tous matériaux et matériels.

Les circulations intérieures au chantier seront traitées de façon à être praticables par tous temps et pour tous véhicules.

L'accès au chantier des véhicules particuliers est interdit en dehors des zones parking réservées à cet effet.

Circulations des piétons

Les circulations piétonnes seront différenciées des zones d'évolution des engins et véhicules. Une matérialisation physique sera mise en place dès le début des travaux par **Chaque Lot**.

Le cheminement vers le cantonnement sera protégé vis-à-vis des travaux à effectuer, drainé, maintenu propre et mènera directement à l'extérieur du chantier.

Circulations horizontales et verticales

Un plan de circulation avec notamment, balisages, signalisations, protections collectives doit être élaboré pour permettre la fluidité du trafic de la voirie publique hors emprise du chantier et l'accès au chantier pour tous véhicules y compris les secours.

Les escaliers devront être dégagés de tout matériel et matériaux.

L'accès au niveau de l'entrée des bâtiments sera aménagé de manière à protéger les intervenants contre tout risque de chute d'objet et de chute de plain-pied.

Les accès en combles se feront par les trappes et platelage.

Organisation concernée	Mesures de Coordination	Lot concerné
Plan de circulation piétons et véhicules de chantier	Un plan de circulation adapté aux différentes configurations du chantier sera établi lors de la phase préparation du chantier.	Chaque Lot
Aménagements des entrées dans les bâtiments	Les accès au niveau des entrées des bâtiments seront aménagés de manière à : - Protéger les ouvriers contre tout risque de chute d'objet au droit de la façade. - Permettre l'évolution des chariots et transpalettes, les éventuels dénivelés seront compensés par la mise en place de rampe permettant l'utilisation de ce type de matériel.	Chaque Lot
Aménagements des accès pour les engins et le personnel	Durant les périodes de gel et de pluie, l'entreprise prendra toutes les dispositions pour limiter les risques de chutes et de glissades sur l'ensemble des accès.	Chaque Lot



Organisation concernée	Mesures de Coordination	Lot concerné
Aménagements des rampes d'accès vers les bâtiments	Les rampes seront réalisées en matériaux stables, et pour éviter leur détérioration par d'autres corps d'état (réseaux), des fourreaux seront positionnés en attente.	Chaque Lot
Maintien en place de la continuité des protections collectives au niveau des circulations horizontales et verticales	Obligation d'assurer la continuité des protections collectives : - Protection provisoire fixée en retrait sur l'embranchement ou sur palier ; - Protection définitive fixée sur le limon.	Chaque Lot
Plate-forme autour des bâtiments	Les plates formes autour des bâtiments devront offrir une bande de terrain stabilisé une sur largeur suffisante pour permettre la circulation et la mise en station des matériels d'élévation de personnes (P.E.M.P., échafaudage fixe ou roulant) et des grues automotrices nécessaires aux différents travaux de façades, de couverture ou d'approvisionnement du chantier. Elle sera maintenue en son état initial pendant la durée du chantier.	(Sans objet)
Zone d'accès aux services de secours	Les accès principaux aux chantiers serviront d'accès aux secours.	Chaque Lot

CONDITIONS DE MANUTENTION DES MATERIAUX ET MATERIELS, UTILISATION DES ENGINS DE LEVAGE

Généralités

Les entreprises tiendront compte dans leur installation de grue ou engins de levage, des dispositions réglementaires et des recommandations de la CNAMTS.

Mesures à respecter :

- Réaliser un examen d'adéquation et plan de levage de la grue, grue mobile.
- Interdire les survols en charge de grue sur les parcelles riveraines, routes circulées, lignes électriques.
- Interdire l'utilisation d'un engin de manutention pour le déplacement de personnes.
- Contrôler systématiquement l'adéquation entre le poids à lever, la portée et la charge admissible par l'engin.
- Vérifier les accessoires de levage (élingues, sangles, chaines, manilles,...) avant chaque utilisation.
- Contrôler les certificats d'engins.
- S'assurer de la présence du carnet de maintenance dans l'engin.
- Utiliser les stabilisateurs correctement déployés et les plaques de répartition.
- Vérifier le diagramme de charge de l'engin.
- Vérifier l'absence de réseaux (électrique, eau, gaz) dans la zone d'évolution de l'engin.
- Vérifier l'absence de cave, fosse ... dans la zone d'évolution de l'engin.
- Sensibiliser le personnel amené à évoluer à proximité de l'engin.
- Guider les charges levées par un chef de manœuvre habilité.
- S'assurer que le personnel réalisant l'élingage soit formé.
- Rester en contact visuel avec la charge.
- Guider les charges avec des accessoires prévus à cet effet (corde, perche...), interdire le guidage à la main.
- Respecter une distance de sécurité vis-à-vis de la charge.
- Ne pas se positionner entre une charge et un obstacle fixe.
- Attendre la fin de la manœuvre et l'autorisation du chef de manœuvre pour décrocher la charge.
- Interdire le levage en cas d'alerte rouge et conditions climatiques défavorables.

Engins de chantier (Chariot de manutention tout terrain)

La recommandation CNAMTS R. 482 Catégorie F (anciennement R372M Catégorie 9), « Engins de chantier » est applicable.

Les engins devront être vérifiés conformément à l'arrêté du 1^{er} mars 2004, avant leur mise en service sur le chantier, 1 exemplaire du rapport sera tenu à disposition dans le véhicule.

Le carnet de maintenance de l'appareil conforme à l'arrêté du 2 mars 2004, sera aussi tenu à disposition.



Risque de chute / basculement d'engin

S'assurer, avant l'installation d'engins, auprès du Maître d'Ouvrage de la stabilité du sol (absence de cave, fosses, tunnels...) ainsi que la portance du terrain dans la zone de travail.

Grues à tour : à montage par éléments (GME) et à montage automatisé (GMA)

(Sans objet)

L'entreprise utilisatrice de grue à tour intégrera, en phase préparation de chantier, les dispositions énoncées dans la recommandation R. 406 de la CNAMTS (prévention du risque de renversement des grues à tour sous l'effet du vent).

Pour cela, elle se fera assister par un organisme compétent qui :

- déterminera l'existence d'un risque d'action particulière du vent sur la grue à tour due aux constructions environnantes, et à l'ouvrage à construire, ou à la topographie du site (examen environnemental du site suivant article R. 4323-46 du code du travail et la recommandation R. 406 de la CNAMTS) ;
- s'assurera de la stabilité des massifs ou de la voie de grue (avis de stabilité et inspection des ouvrages de fondation des grues suivant article R. 4323-29 du code du travail) ;
- vérifiera la conformité de la grue à tour aux prescriptions réglementaires d'une part, et aux dispositions particulières de la recommandation R 406 de la CNAMTS d'autre part, (vérification avant mise en service suivant arrêté du 1^{er} mars 2004).

Le rapport de l'organisme sera présenté au coordonnateur S.P.S. avant la mise en service de l'appareil.

Il y a lieu de prendre en compte des éventuelles prescriptions ou restrictions mentionnées dans l'arrêté de permis de construire.

Grues mobiles

(Sans objet)

La recommandation de la CNAMTS R. 483, l'utilisation de grues mobiles est applicable en ce qui concerne :

- La procédure de délivrance par l'employeur d'une autorisation de conduite ;
- Les conditions d'obtention d'un certificat d'aptitude à la conduite en sécurité (CACES).

Le carnet de maintenance de l'appareil conforme à l'arrêté du 2 mars 2004, sera tenu à disposition dans l'appareil.

Grues de chargement

La recommandation CNAMTS R. 490, « utilisation de grues de chargement » est applicable.

Les grues de chargement devront être vérifiées conformément à l'arrêté du 1^{er} mars 2004, avant leur mise en service sur le chantier, 1 exemplaire du rapport sera tenu à disposition dans le véhicule.

Le carnet de maintenance de l'appareil conforme à l'arrêté du 2 mars 2004, sera aussi tenu à disposition.

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Utilisation d'un appareil de levage en commun	En phase préparation de chantier, il sera étudié les conditions d'utilisation commune d'un appareil de levage et arrêté une convention inter entreprises.	Les entreprises concernées par des manutentions
Introduction et installation d'un appareil de levage et de manutention	Chaque entreprise devra prévoir des appareils adaptés à son intervention. Toute utilisation d'un dispositif ou engin de levage envisagé devra être abordé au cours de la visite d'inspection commune et, les moyens nécessaires à la mécanisation des manutentions seront définis dans le PPSPS de l'entreprise. Toute introduction d'appareil de levage devra être acceptée par l'établissement pénitentiaire.	Les entreprises concernées
Interférence des appareils de levage	Le planning des travaux sera organisé afin d'éviter les interférences entre appareils de levage. En cas d'impossibilité un dispositif de gestion des interférences et des zones interdites sera mis en place. Il est interdit à toute entreprise intervenante d'introduire un appareil de levage sans étude préalable des interférences.	(Sans objet)



Vérification des appareils et des accessoires de levage

L'ensemble des appareils de levage devra être vérifié conformément aux arrêtés du 1^{er}, 2 et 3 mars 2004, avant leur mise en service sur le chantier. Les rapports de vérification devront être communiqués au coordonnateur SPS et disponible sur le chantier ou sur l'appareil.

Les accessoires ou appareils de levage (chaînes, crochets, pinces, etc.) doivent être :

- Compatibles avec les engins utilisés et les charges à manutentionner ;
- Comporter l'indication de la C.M.U. (charge maximale d'utilisation) ;
- Périodiquement vérifiées.

Autorisation de conduite

La conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de travail servant au levage ne peut être confiée qu'à des travailleurs ayant été reconnus aptes médicalement et ayant reçu une formation en matière de sécurité adéquate.

Chaque conducteur devra être en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Limitation du recours aux manutentions manuelles

Les entreprises intervenantes devront prendre toutes les mesures nécessaires d'organisation afin de limiter au maximum le recours aux manutentions manuelles. En tout état de cause un travailleur ne peut être admis à porter des charges excédent un poids de 50 kg.

Lorsqu'une manutention manuelle ne peut être évitée, le chef d'entreprise doit évaluer les risques que font encourir ces manutentions pour la sécurité et la santé des travailleurs et organiser les postes de travail de façon à limiter ces risques (aide à la manutention mécanique, accessoires de manutention, etc.).

Manutentions mécaniques à partir d'un engin de terrassement

(Sans objet)

Les engins de terrassement ne peuvent effectuer des opérations de levage que s'ils sont équipés de dispositifs de sécurité sur les organes de relevage et d'un système d'accrochage de la charge s'opposant à un décrochage accidentel.

APPROVISIONNEMENTS, DELIMITATION ET AMENAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES MATERIAUX

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot(s)
Besoins en surface de stockage et surface de magasins	Les entreprises devront formuler leurs besoins au cours de la phase préparation du chantier	Tout corps d'état
Dispositions pour les approvisionnements du matériel et des matériaux sur le chantier	<p>Les fournisseurs seront informés sur les personnes à contacter sur le chantier, sur les modalités pour accéder au chantier, des dispositions prises sur le chantier concernant les circulations et le stationnement possible et les protections individuelles dont les personnes de ces entreprises devront être équipées. Les dispositions devront faire l'objet d'additif au PPSPS.</p> <p>Pour les convois exceptionnels ou hors gabarit, les entreprises fourniront au Maître d'œuvre et au coordonnateur SPS, un planning de livraison.</p> <p>L'entreprise concernée devra prendre en charge le fournisseur à son arrivée à l'entrée du chantier et effectuer un contrôle du matériel et matériaux livrés.</p> <p>Les approvisionnements doivent être mécanisés, quel que soit l'avancement du chantier. Il est rappelé aux chefs d'entreprises qu'ils ont obligation de limiter au strict minimum les manutentions manuelles. Ils définiront par écrit dans leur PPSPS, les détails de leur mode opératoire des approvisionnements de leur matériel et matériaux le(s) moment(s) de leur(s) intervention(s).</p> <p>Les équipements de manutention et de réception doivent être en adéquation avec les matériaux (poids, volume...) et</p>	Tout corps d'état



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot(s)
	<p>les travaux à réaliser quel que soit l'état d'avancement de l'ouvrage.</p> <p>Privilégier les moyens de levage déjà en place sur le chantier.</p> <p>Dans le cas de mauvaise visibilité, difficulté d'accès, croisement avec des cheminements publics ou privés, les entreprises devront prévoir impérativement une personne complémentaire afin d'assurer les manœuvres des véhicules ou engins.</p> <p>En aucun cas ne devront être déchargés sur la voie publique, des matériaux ou matériels. Toute entreprise contrevenant à cette règle se verrait imputer les frais engagés pour dégager ces déchargements.</p>	
Zone de stockage suivant l'avancement	Elles seront définies et matérialisées au fur et à mesure de l'avancement du chantier, lors des réunions de chantier avec le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS. La mise en sécurité du matériel stocké est de la responsabilité de chaque entreprise.	Tout corps d'état
Stockage dans l'établissement	Ne pas de stocker de matériel dans les circulations de l'établissement ainsi que devant les entrées, allées	Tout corps d'état
Stockage des tuiles	Approvisionner et stocker à plat selon les tailles en largeur	Tout corps d'état
Stockage des menuiseries	<p>Approvisionner et stocker à plat selon les tailles en largeur</p> <p>Pas de stockage d'éléments en appui sur un mur ou cloison légère</p> <p>Préférer l'utilisation d'un chariot de manutention, avec frein sur roues pivotantes, qui permet de placer les menuiseries en parallèle</p>	Tout corps d'état
Stockage des hydrocarbures	<p>Le stockage des hydrocarbures doit se faire dans le respect de la réglementation et de l'environnement. Les citernes ou fûts seront à double enveloppe ou stockées sur des bacs étanches de rétention.</p> <p>Toute pollution accidentelle doit être signalée sans délai aux services compétents et au Maître d'Œuvre.</p> <p>PREVOIR LES MOYENS APPROPRIES DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE ET DE POLLUTION ENVIRONNEMENTALE</p>	Tout corps d'état
Stockage des produits dangereux	<p>Le stockage des liquides corrosifs et dangereux obéit à des règles strictes.</p> <p>Prévoir le stockage des bidons et fûts dans un conteneur en PE muni de portes verrouillables.</p>	Tout corps d'état

Approvisionnements

Les matériels et matériaux devront être distribués sur les postes de travail au fur et à mesure des approvisionnements.

Magasins

(Sans objet)



TRAVAUX DE DESAMANTAGE

(Rapport à transmettre)

Le décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 ne faisant plus la distinction entre matériaux « friables » et « non friables ». Il a donc été pris en compte dans le présent PGC simplifié que toute action ou intervention sur tout matériau contenant de l'amiante, l'application stricte du décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 sur les risques d'exposition à l'amiante.

Le retrait préalable des matériaux contenant de l'amiante est obligatoire avant travaux de démolition ou de réhabilitation.

Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
Concerne le projet		
Travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante et de matériaux, d'équipements et de matériels ou d'articles en contenant Interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres	L'entreprise effectuant le retrait de l'amiante devra certifiée et son personnel formé. L'ensemble des travaux présentant un risque d'exposition à l'amiante devra être réalisé dans des zones totalement isolées sans aucune co-activité. L'ensemble des procédures de dépose, d'évacuation et de suivi des déchets concernés devra impérativement suivre la Section 3 : Risque d'exposition à l'amiante, articles R. 4412-94 à 148 du code du travail.	/
Etablissement d'un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage (sous-section 3)	L'entreprise établit un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage en fonction de l'évaluation des risques et conformément aux articles R. 4412-133 à 138 du code du travail issu du décret n° 2012-639 du 4 mai 2012, en précisant notamment : <ul style="list-style-type: none"> - Le type et les quantités d'amiante manipulés ; - Le lieu où les travaux sont réalisés, la date de commencement, la durée probable et le nombre de travailleurs impliqués ; - Les méthodes de mise en œuvre lorsque les travaux impliquent la manipulation d'amiante ou de matériaux en contenant ; - Les caractéristiques des équipements à utiliser pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité des travaux ; - La fréquence et les modalités des contrôles réalisés sur le chantier ; - Les durées et temps déterminés en tenant compte de la pénibilité de chaque tâche ; - .../... Le plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage établi par l'entreprise sera adressé à l'inspection du travail et aux organismes de prévention, 1 mois avant le démarrage des travaux.	/
Etablissement d'un mode opératoire (sous-section 4)	L'entreprise établit un mode opératoire dans le cadre des dispositions particulières aux activités et interventions sur des matériaux ou appareils susceptibles de libérer des fibres d'amiante conformément aux articles R. 4412-145 à 148 du code du travail issu du décret n° 2012-639 du 4 mai 2012, en précisant notamment : <ul style="list-style-type: none"> - La nature de l'intervention ; - Les matériaux concernés ; - La fréquence et les modalités de contrôle du niveau d'empoussièrement du processus mis en œuvre et du 	/



Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
	<p>respect de la valeur limite d'exposition professionnelle ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le descriptif des méthodes de travail et moyens techniques mis en œuvre ; - Les notices de poste prévues à l'article R. 4412 -39 ; - Les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité de l'intervention ; - Les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements ; - Les procédures de gestion des déchets ; - Les durées et temps de travail déterminés en application des articles R. 4412-118 et R. 4412-119. <p>Le mode opératoire est transmis avant sa 1^{ère} mise en œuvre, à l'inspection du travail, à la CARSAT et, le cas échéant à l'OPPBT. Une nouvelle transmission est effectuée lors de tout changement important des méthodes de travail mises en œuvre et des équipements de protection utilisés.</p>	
Mesures de prélèvement atmosphérique dues par l'entreprise de désamiantage	<p>Des mesures de prélèvement atmosphérique seront réalisées par l'entreprise effectuant les travaux de désamiantage (sous-section 3) dans le cadre de la protection des travailleurs et de leur environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pendant les travaux de désamiantage, <ul style="list-style-type: none"> - Mesures de l'exposition du personnel manipulant ou intervenant sur ou à proximité de matériaux contenant de l'amiante suivant la VLEP de l'article R. 4412-100 du code du travail ; - Mesures dans l'environnement (en ambiance) "1° Dans la zone d'approche de la zone de travail ; 2° Dans la zone de récupération ; 3° En des points du bâtiment dans lequel se déroulent les travaux ; 4° A proximité des extracteurs dans la zone de leur rejet ; 5° En limite de périmètre du site des travaux pour les travaux effectués à l'extérieur." selon l'article R. 4412-128 du code du travail. - Avant démantèlement de l'isolement, <ul style="list-style-type: none"> - Prélèvement d'air en zone : Mesure dite «de 1^{ère} restitution» suivant article R. 4412-140 du code du travail (+ article 12 de l'arrêté du 08 avril 2013 / MPC). 	/
Mesures de prélèvement atmosphérique dues par le maître d'ouvrage	<p>Des mesures de prélèvement atmosphérique seront réalisées par le maître d'ouvrage, dans le cadre de son évaluation des risques et de son devoir d'information :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Après intervention en sous-section 3, et avant prise de possession des lieux par les entreprises de Corps d'Etat Secondaires, mesure communément appelée «fin de chantier amiante» ; - Avant restitution des lieux au public dans le cadre d'un ERP ou aux travailleurs dans le cadre d'un établissement lieu de travail (occupants habituels des locaux) : «Mesure dite de 2^{ème} restitution» suivant article R. 1334-29-3 du code de la santé publique / MPCA Listes A & B. 	/

TRAVAUX DE TRAITEMENT DU PLOMB

(Rapport à transmettre)



Rappel :

Suivant la date de construction du Bâtiment existant :

- La date de la construction étant **antérieure au 1er janvier 1949**, un diagnostic d'accessibilité au plomb doit être réalisé par le maître d'ouvrage en vue de prévenir le risque d'exposition professionnelle au plomb sur tous les éléments impactés par les travaux ;
- La date de la construction étant **postérieure au 1er janvier 1949 mais antérieure au 1er janvier 1974**, un diagnostic d'accessibilité au plomb doit être réalisé par le maître d'ouvrage en vue de prévenir le risque d'exposition professionnelle au plomb sur les supports métalliques peints et sur tous les éléments impactés par des travaux destructifs ;
- La date de la construction étant postérieure **au 1er janvier 1974 mais antérieure au 1er janvier 1994**, un diagnostic d'accessibilité au plomb doit être réalisé par le maître d'ouvrage en vue de prévenir le risque d'exposition professionnelle au plomb sur tous les éléments impactés par des travaux destructifs ;
- Le diagnostic d'accessibilité au plomb révèle la présence de peintures dont les concentrations en plomb sont supérieures à la valeur maximale fixée par la réglementation et dont l'état rend le plomb accessible.

Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
(Sans objet pour le projet)		
Travaux de retrait et de matériaux, d'équipements et de matériels ou d'articles contenant du plomb Interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres	L'entreprise effectuant le retrait du plomb devra : L'employeur est tenu d'organiser, en liaison avec le CHSCT ou, à défaut les délégués du personnel et avec le médecin du travail, une formation à la sécurité et une information, pour les travailleurs susceptibles d'être exposés à l'action d'agent cancérigènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction, dont le plomb fait partie. Formation et information sur les risques liés à cette exposition doivent être renouvelées périodiquement, et adaptées à l'évolution du risque (art.R.4412-38, R.4412-86, R.4412-93) . Une notice doit être adaptée à chaque poste de travail (art. R.4412-39)	/
Etablissement d'un mode opératoire	L'entreprise établit un mode en précisant notamment : - La nature de l'intervention ; - Les matériaux concernés ; - Le descriptif des méthodes de travail et moyens techniques mis en œuvre ; - Les notices de poste prévues à l'article R. 4412 -39 ; - Les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité de l'intervention ; - Les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements ; - Les procédures de gestion des déchets ;	/



Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
Contrôle de l'exposition des travailleurs au plomb	<p>Les contrôles sont à la charge de l'entreprise et doivent être pratiqués par un organisme agréé par arrêté ministériel.</p> <p>Contrôle initial :</p> <p>Un contrôle initial doit être obligatoirement effectué. Il comporte :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une mesure de la concentration en vapeurs, fumées ou poussières de plomb de l'air inhalé par un travailleur. Cette concentration ne doit pas dépasser 0.10 mg/m3 en moyenne pour 8 heures. En cas de travaux occasionnels, susceptibles de provoquer un dépassement de cette concentration limite, le médecin donne à l'employeur un avis sur les mesures destinées à assurer la protection des travailleurs. <p>Ce contrôle doit être renouvelé lors de la survenue d'un incident ou changement notable apporté aux installations ou au procédé de travail.</p> <p>Contrôle Ultérieurs :</p> <p>Des contrôles ultérieurs seront effectués selon des périodicités établies en fonction du niveau de concentration atteint et des valeurs de plombémie</p> <p>Modalités des contrôles atmosphériques :</p> <p>Les modalités des contrôles atmosphériques sont définies dans un document établi par l'employeur après avis du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou à défaut des délégués du personnel, ainsi que du médecin du travail.</p>	/
Surveillance Médicale	<ul style="list-style-type: none"> - Un travailleur ne peut être affecté à des travaux mettant en œuvre du plomb que s'il a fait l'objet d'un examen préalable par le médecin du travail, comprenant un examen clinique et une surveillance biologique, et si la fiche d'aptitude atteste qu'il ne présente pas de contre-indication médicale à ces travaux (art. R.4412-44) - Une surveillance médicale renforcée est assurée si l'exposition à une concentration plomb supérieure 0.05mg/m3 sur 8heures est constatée, ou lorsque le taux de plombémie dépasse 200 micro gramme/l pour les hommes et 100 micro gramme/l pour les femmes (art. R.4412-160) - Une fiche d'exposition est établie pour chaque travailleur : <ul style="list-style-type: none"> - Elle comprend les informations sur la nature du travail effectué, les dates et résultats des contrôles d'exposition (art .R.4412-40 à R.4412-43) 	/
Hygiène	<p>Vestiaires :</p> <p>Deux vestiaires collectifs doivent être mis à la disposition du personnel, l'un « propre » et l'autre « sale », ils sont séparés par des douches (art. R.4412-156)</p> <p>Toilette :</p> <p>Des douches, associées aux vestiaires collectifs, sont à la disposition des travailleurs soumis au risque plomb.</p> <p>Les douches doivent être utilisées à chaque fois que les travailleurs retirent leurs vêtements de travail souillés par le plomb.</p> <p>Repas :</p> <p>La consommation de nourriture et de boisson ne doit s'effectuer que dans des zones non polluées et équipées d'installations sanitaires</p> <p>Pour rappel : il est interdit de boire, manger, fumer, priser et mâcher des gommes dans les locaux susceptibles de présenter des risques dus au plomb.</p>	/



Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
	<p>Vêtements :</p> <p>Les vêtements de travail souillés par le plomb ne doivent pas être portés en dehors du lieu de travail. C'est l'entreprise qui en assure l'entretien et le lavage fréquent.</p>	
<p>Protections collective et individuelle</p>	<p>Généralités :</p> <p>Les travaux exposant au plomb doivent se faire en système clos et étanche.</p> <p>En cas d'impossibilité, les emplacements de travail doivent être équipés de moyens efficaces assurant l'évacuation des poussières, des fumées et des vapeurs de plomb (Aspiration à la source puis rejet après filtration)</p> <p>S'il est impossible d'assurer une ventilation efficace des lieux de travail, le personnel exposé doit porter un appareil de protection respiratoire.</p> <p>Si la durée des travaux ne doit pas excéder une journée, cette protection peut être également utilisée. Il doit être fourni à chaque travailleur exposé au plomb des gants en matière imperméable aux produits manipulés, des vêtements de protection, une coiffure et des bottes ou chaussures de sécurité.</p> <p>Intervention milieu occupé :</p> <p>Des dispositions particulières doivent être prises lorsque des travaux favorisant le dégagement de poussières de plomb doivent être exécutés dans des lieux occupés.</p> <p>Isolation des pièces = sas de confinement</p> <p>Nettoyage des espaces d'intervention</p> <p>Ventilation = filtration</p> <p>Protection des voies respiratoire :</p> <p>Sur chantier, l'opérateur doit porter un appareil de protection respiratoire qui sera choisi en fonction des travaux et modes opératoires retenus, après analyse des risques.</p> <p>Nettoyage des lieux de travail :</p> <p>Les poussières seront captées à l'aide d'aspirateurs industriels munis de filtres type EU9 à EU14</p> <p>Les lavages seront effectués à l'aide :</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'injecteurs-extracteurs, - De nettoyeurs à haute pression (Vigilance au niveau du brouillard pouvant contenir des poussières de plomb) - Eponges 	/
<p>Evacuation et Stockage des déchets</p>	<p>Stockage</p> <p>Les déchets doivent être évacués de manière continue hors du lieu de production au minimum tous les soirs et si possible à mi-journée. Ils seront stockés à proximité dans un local fermant à clef et emballés dans des sacs et récipients étanches étiquetés.</p> <p>Traitement des déchets</p> <ul style="list-style-type: none"> - En centre de traitement agréé pour les débris et poussières de plomb. - En installation de stockage de déchets non dangereux pour les éléments intégrés en bois ou métalliques, éléments en plâtre, revêtu de peinture au plomb, après ensachage. - En installation de stockage de déchets inertes pour les matériaux intègres (Pierre, briques, bloc de béton, sauf plâtre) revêtus de peinture au plomb avec teneur en plomb lixiviable inférieure à 0.5 mg/Kg - Les pots et récipient souillés, les EPI souillés hors service, les sacs des systèmes d'aspiration, les filtres des systèmes 	/



Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
	d'aspiration d'air, les chiffons souillés, les protections des sols et bâches de confinement seront évacués en installation de stockage de déchets dangereux.	

PREVENTION DES RISQUES DE MALADIES PROFESSIONNELLES

Rappel sur l'obligation des employeurs :

(Art L.461-4 du code de la sécurité sociale)

"Tout employeur qui utilise des procédés de travail susceptibles de provoquer des maladies professionnelles... est tenu d'en faire la déclaration à la C.P.A.M. et à l'Inspection du travail".

L'employeur doit également mettre en place des moyens de prévention et est responsable de l'application de ces moyens de prévention, notamment en ce qui concerne les travaux sonores supérieurs à 80 dB(A), respiratoire, vibratile, TMS...

L'employeur est tenu d'informer les travailleurs des dangers présentés par les produits ou toutes substances qu'ils manipulent.

Mesures de prévention des risques de maladies professionnelles :

Les entreprises sont tenues de proposer un choix de modes opératoires et de produits limitant les nuisances telles que le bruit, les vibrations, les poussières, les gaz toxiques...

En cas d'impossibilité, les entreprises sont tenues d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti vibratiles,...).

Les entreprises doivent prévoir dans leurs modes opératoires l'utilisation de matériels permettant le captage des nuisances à la source.

CONDITIONS DE STOCKAGE, D'ELIMINATION, D'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES

Le jet de tous matériaux par les trémies ou les ouvertures est strictement interdit.

Evacuation des déchets

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot(s)
Bennes à déchets	Chaque entreprise assurera l'évacuation de ses déchets de chantier en décharge publique pendant toute la durée du chantier : - Benne pour les déchets inertes (DI), destinés aux centres de classe 3 (béton, verre, carrelage, ciment...) - Benne pour les emballages et recyclables destinés à être valorisés. - Benne pour les déchets industriels banals (DIB), destinés aux centre de classe 2 (PVC, isolants, métaux, bois, moquette...).	Chaque Lot
Remplacement des bennes à déchets	Le plan d'installation de chantier indique la position des bennes. Elles seront remplacées autant de fois que nécessaire.	Chaque Lot
Goulottes à gravats	Mise en place de goulottes pour évacuation des gravats des étages. L'évacuation des gravats par les trémies étant interdite.	Chaque Lot
Nettoyage quotidien des zones de travail	Chaque entreprise est chargé quotidiennement d'assurer le nettoyage de ses zones de travail et d'acheminer ses déchets jusqu'aux bennes.	Chaque Lot
En cas de manquement d'une entreprise pour le nettoyage de ses zones de travail	Le Maître d'œuvre ou le coordonnateur SPS pourra demander à Chaque Lot de procéder au nettoyage aux frais de l'entreprise défaillante	Chaque Lot



CONDITIONS D'ENLEVEMENT DES MATERIAUX DANGEREUX

Matières et substances dangereuses

Le traitement de ces déchets industriels dangereux est à la charge des entreprises qui les produisent (bois traités, pinceaux souillés, peinture...). Ils sont destinés aux centres d'enfouissement technique (CET) 1, installations de stockage de déchets dangereux (ISDD).

Ces produits ne devront pas être mélangés aux gravats ordinaires mais évacués par une filière spécifique.

Tout entrepreneur informera préalablement à l'utilisation de telles substances le coordonnateur SPS. Cette information se fera au cours de la visite d'inspection commune et l'entreprise concernée en fera état dans son PPSPS.

Chaque entrepreneur concerné établira un bordereau de suivi des déchets industriels spéciaux et assurera l'évacuation des produits suivant les indications du fabricant.

Déchets, décombres, gravats présentant un risque particulier

Les déchets, décombres et gravats présentant des risques particuliers (amiante, plomb...) seront évacués suivant les cas vers une filière d'élimination CET 1, installations de stockage de déchets dangereux (ISDD) avec bordereau de suivi des déchets.

Le traitement des déchets susceptibles de libérer des fibres d'amiante sera réalisé dans les conditions des articles R. 4412-121 à 124 du code du travail.

Les déchets d'amiante devront être évacués vers une filière d'élimination CET 1, installations de stockage de déchets dangereux (ISDD) ou vitrification avec bordereau de suivi des déchets amiantés (BSDA).

Pour les déchets d'amiante liés à des matériaux inertes et ayant conservé leur intégrité relevant du Catalogue européen des déchets (CED) sous le code 17-05-03* du CED, il est aussi accordé une possibilité de les évacuer vers une filière d'élimination CET 2, installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND).

PROTECTIONS COLLECTIVES

Article L4121-2 :

« Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle »

Chaque Lot aura à sa charge la mise en place et le maintien des protections collectives de leur chantier.

Il sera privilégié la mise en place des protections collectives à l'avancement de travaux.

Les protections collectives provisoires seront installées et adaptées de telle sorte qu'elles ne soient pas démontées du fait d'une quelconque gêne comme pour la mise en place des éléments définitifs.

Les trémies devront être protégées au moyen de garde-corps complets jointifs (main courante hauteur comprise entre 1,00 m et 1,10 m, lisse intermédiaire à mi-hauteur et plinthe de butée de 10 à 15 cm).

Les baies d'ascenseurs, élévateurs devront être protégés au moyen de grilles intégrales antichute.

Chaque entreprise a l'obligation de compléter la protection collective en cas d'insuffisance pour ses propres travaux.

Les protections collectives utilisées devront être parfaitement rigides, résistantes et adaptées aux travaux à réaliser.

Les entreprises devront particulièrement décrire avec précision dans leurs PPSPS pour chaque phase de travaux, leurs méthodologies ainsi que leurs moyens de protections collectives et individuelles envisagés lors de la réalisation de l'ensemble de leurs travaux. Elles pourront s'appuyer sur les fiches éditées par l'OPPBTP.

Certains travaux sont susceptibles d'engendrer des risques, tant au niveau du salarié qui les exécute que du personnel situé à proximité de la zone, les entreprises proposeront pour chacun d'eux, dans leurs PPSPS, des mesures préventives.

La prévention du risque de chute de hauteur générée par l'exécution de travaux devra être réalisée au moyen de garde-corps complets jointifs (main courante hauteur comprise entre 1,00 m et 1,10 m, lisse intermédiaire à mi-hauteur et plinthe de butée de 10 à 15 cm).

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Mise en place, entretien et maintenance des protections collectives à l'intérieur du bâtiment et ses abords	Les protections collectives seront étudiées avec les entreprises, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS en recherchant une utilisation commune avec les corps d'état concernés.	Chaque Lot



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Travaux de charpente couverture mise en place de protections collectives type garde corps sur consoles conformes à la norme NF EN 13374 d'octobre 2004	Les protections collectives seront conservées jusqu'à l'achèvement des travaux des autres corps d'état intervenant sur la toiture (ex : antennes, ventilations).	(Sans objet)
Maintien des protections collectives dans les cages d'escaliers	Jusqu'à la mise en place des éléments définitifs de garde corps et de rampes. - Escaliers ; - ...	Lot Métallerie
Dans le cas où une entreprise doit déplacer les protections collectives pour les besoins de ses travaux, elle devra la remplacer pendant ses interventions par un dispositif assurant une protection équivalente	Chaque entreprise à l'issue de ses interventions devra rétablir une protection collective de degré au moins équivalent à celle mise en place initialement.	Chaque Lot
Dans le cas de manquement à ses obligations par une entreprise intervenante	La maîtrise d'œuvre ou le coordonnateur SPS pourront demander de réaliser les travaux de mise en sécurité au compte de l'entreprise défaillante.	Chaque Lot

TRAVAIL EN HAUTEUR

Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs :

- A des risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres*, au sens de l'article 5 du décret du 8 janvier 1965 susvisé ;

* l'article 5 du décret n° 65-48 du 8 janvier 1965, a été abrogé par le décret n° 2004-924 du 1^{er} septembre 2004, l'article 4523-58 du code du travail ne fait pas référence au risque de chute de hauteur de plus de 3 mètres pour prescrire la mise en œuvre de protections collectives.

Dans l'évaluation du risque, le critère de hauteur n'est pas seul pertinent, une chute de hauteur inférieure pouvant en fonction des conditions d'environnement avoir des conséquences plus importantes.

Suivant le décret n° 2004-924 du 1^{er} septembre 2004, les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisées comme poste de travail, sauf en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement de protection collective.

Les travaux en hauteur sont réalisés à partir d'un plan de travail conçu, installé et équipé de manière à préserver la sécurité et la santé des travailleurs, ce poste de travail est tel qu'il permet l'exécution des travaux dans des conditions ergonomiques.

L'utilisation et le maintien des différentes protections collectives est la priorité.

A défaut d'utilisation des équipements de protections collectives, utilisation des protections individuelles.

Si il est fait usage d'un équipement de protection individuelle, le travailleur ne doit jamais rester seul, afin de pouvoir être secouru dans un délai compatible avec la préservation de sa santé.

L'employeur précise dans une notice les points d'ancrage, les dispositifs d'amarrage et les modalités d'utilisation de l'équipement de protection individuel utilisé.

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Travaux de faible hauteur	Des plates-formes individuelles roulantes (PIR) seront utilisées pour des hauteurs jusqu'à 2,50 m.	Tout corps d'état
Hauteur > de 2,50 m	Au-delà d'une hauteur de 2,50 m, l'utilisation d'un échafaudage roulant, fixe ou d'une nacelle sera imposée en fonction de son utilisation et des hauteurs d'intervention. Accord préalable à demander au service sécurité de l'établissement pénitentiaire.	Tout corps d'état
Utilisation partagée d'un échafaudage	Chaque entreprise devra avoir son propre matériel, et dans le cas d'une utilisation partagée d'un échafaudage, l'entreprise utilisatrice devra réceptionner les installations	Tout corps d'état



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
	avant utilisation en tenant compte des conditions dans lesquelles il l'utilise effectivement. Une convention de prêt entre les entreprises concernées sera établie. Accord préalable à demander au service sécurité de l'établissement pénitentiaire.	
Echafaudage pour les interventions en façade	L'échafaudage sera mis en place par chaque entreprise. Accord préalable à demander au service sécurité de l'établissement pénitentiaire.	Tout corps d'état

INSTALLATION ELECTRIQUE DE CHANTIER

Chaque Lot assurera le branchement depuis le réseau existant et la pose du tableau général du chantier.

Depuis ce tableau seront réalisés :

- L'alimentation électrique de l'ensemble des locaux de cantonnements ;
- L'installation nécessaire à l'alimentation électrique des différents ;
- L'installation d'éclairage des circulations.

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Installation de distribution électrique intérieure	Depuis l'armoire générale, il devra être prévu, en nombre suffisant, des départs permettant l'alimentation des différents postes de travail à l'intérieur du bâtiment. L'implantation des armoires de distribution devra permettre, en tout point du bâtiment, une utilisation de prolongateurs de longueur inférieure à 25 m.	Chaque Lot
Prolongateurs et appareils utilisés par les entreprises	Chaque entreprise est responsable des prolongateurs et appareils au-delà de leur raccordement aux armoires de chantier : <ul style="list-style-type: none"> - Prolongateurs de raccordements du type H07 RNF ; - Enrouleurs de catégorie NFC 61-720 ; - Prises de protection IP 447 incassables ; - Baladeuses conformes à la norme NFC 71-008 ; - Phares halogènes conformes à la norme NF avec grille de protection. 	Chaque Lot
Installation d'éclairage de chantier	Seront éclairés les parties du chantier à usage commun : <ul style="list-style-type: none"> - Les cheminements et circulations extérieurs ; - Les escaliers et circulations intérieures. 	Chaque Lot
	L'éclairage des postes de travail est à la charge de chaque entreprise.	Chaque Lot
Installations particulières aux enceintes très conductrices	Les entreprises appelées à intervenir dans les enceintes très conductrices feront installer un éclairage TBTS ainsi qu'un transformateur de sécurité à séparation de circuit.	Chaque Lot
Contrôle des installations électriques de chantier	Conformément à l'article R4226-14 du Code du Travail et à l'Arrêté du 26 décembre 2011. Les installations devront faire l'objet d'une vérification confiée à un organisme de contrôle agréé. La périodicité du contrôle est annuelle. Un exemplaire du rapport de conformité devra être tenu à disposition sur le chantier.	Chaque Lot



MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Travaux superposés	Phasage des travaux à réaliser de manière à éviter les superpositions et juxtapositions de tâches. Afin d'éliminer les risques de superposition, l'ensemble des aires situées sous les postes de travail en élévation (échafaudage, nacelles...) sera interdit d'accès au moyen d'un dispositif physique.	Tout corps d'état
Protection liée à la protection de tâches d'un lot	Qu'elle qu'en soit l'origine, le titulaire du lot mettra en place les mesures nécessaires (filets, platelages...) et en assurera l'entretien et le démontage.	Lot concerné
Protection liée à la protection de tâches de plusieurs lots	Si l'origine est la configuration des locaux le ou les lots réalisant les travaux les plus en hauteur mettront en place les protections nécessaires.	Lot concerné
	Si l'origine est un retard, le titulaire du lot en retard mettra en place les protections nécessaires à la sécurité des autres lots.	Lot concerné
	Dans les deux cas, la fourniture, la mise en œuvre, l'entretien et le nettoyage avant démontage sont à la charge du lot utilisateur.	Lot concerné
Travaux en façade	Afin de permettre la mise en place d'un échafaudage permettant les travaux en façade, chaque Lot préalablement à son intervention, devra vérifier le bon nivellement des abords de façades sur toute la périphérie du bâtiment, où la nature du terrain le nécessite.	Lot concerné
Travaux polluants, générateurs de bruits, vapeurs dangereuses ou de poussières	Ces travaux seront dans la mesure du possible, réalisés dans les zones isolées. En cas d'impossibilité, il appartiendra à l'entreprise génératrice de ces nuisances de mettre en œuvre des moyens nécessaires à la mise en sécurité de ses employés et des autres intervenants. A cet effet, l'utilisation des dispositifs de protections collectives sera privilégiée plutôt que le recours aux protections individuelles. L'entreprise concernée devra également envisager la réalisation de ces travaux en horaire décalé, en dehors des horaires normaux de chantier. Dans cette optique, l'utilisation d'engins à moteurs thermiques sera à proscrire dans les locaux confinés, insuffisamment aérés, au profit de l'utilisation de matériel à moteur électrique.	Lot concerné

MESURES PARTICULIERES A L'EXECUTION DE OUVRAGE

Cette liste ci-dessous n'est pas exhaustive et ne dispense aucunement les entreprises de prendre toutes les mesures complémentaires indispensables de sécurité sur le chantier.

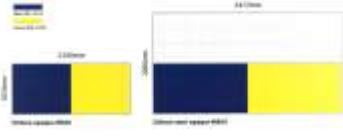
Dans le cas où la nature des travaux nécessite des dispositions particulières autres que celles décrites ci-dessous, l'Entreprise est tenue de les proposer et d'obtenir l'accord préalable écrit du Maître d'œuvre, et l'avis du Coordonnateur SPS.




Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot(s)
Dépose, pose menuiseries vitrées Risques :	Protéger le sol contre toute pollution. L'outillage employé devra être visuellement en bon état, muni de ses sécurités et parfaitement isolé.	Lot(s) concerné(s)



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot(s)
<ul style="list-style-type: none"> - Coupure (Vitres brisées...) - Chute d'objets 	<p>Si vitres brisées, aspirer la zone.</p> <p>Port des EPI contre le risque de coupure en cas de vitres brisées.</p> <p>Nettoyage obligatoire chaque soir de la zone de travail.</p>	
Travaux électriques Risques : <ul style="list-style-type: none"> - Electrification - Electrocutation - Brûlures 	<p>Les travaux au voisinage de lignes, canalisations et installations électriques seront exécutés conformément aux articles R. 4534-107 à 130 du code du travail.</p> <p>Mise hors tension et sous tension des réseaux électriques des zones concernées par les travaux, par du personnel électricien habilité.</p> <p>Après mise hors tension du réseau, l'entreprise établira une attestation de consignation du réseau de manière à ce que les entreprises interviennent sur la zone de travaux neutralisée.</p> <p>Aucuns travaux ne pourront démarrer dans le bâtiment sans une consignation électrique <u>signée</u> par l'entreprise en charge de la consignation ou le concessionnaire du réseau.</p> <p>Après le branchement exécuté par du personnel électricien habilité, prévenir et signaler de la mise sous tension du réseau même s'il s'agit d'une mise sous tension partielle.</p> <p>Port des EPI spécifiques aux travaux électriques.</p> <p>Travaux de raccordement réalisés en hors tension.</p> <p>Les électriciens devront avoir toutes les qualifications et habilitations requises pour les postes de travail qu'ils auront à tenir et notamment lors des tests et essais pratiqués avec le courant de chantier provisoire ou les mises en service définitives.</p> <p>Avant mises sous tension provisoire ou définitive, établir et diffuser une note d'information aux entreprises indiquant les dates, niveaux et réseaux concernés.</p> <p>Tous les appareils, locaux ou réseaux sous tension devront être signalés par une banderole ou affichage bien visible.</p> <p>Vérification initiale et annuelle des installations électriques provisoires de chantier.</p>	Lot(s) concerné(s)
Utilisation de matériel électrique Risques : <ul style="list-style-type: none"> - Electrification - Electrocutation - Brûlures 	<p>Les rallonges devront offrir toutes les garanties de sécurité.</p> <p>Les matériels électriques filaires ou électroportatifs devront être conformes et en bon état de conservation.</p> <p>Les matériels électriques devront être vérifiés avant chaque utilisation</p>	Tout corps d'état
Travaux par points chauds Risques : <ul style="list-style-type: none"> - Incendie - Explosion - Brûlures 	<p>Les entreprises et leur personnel doivent prendre toutes les précautions utiles afin qu'aucun sinistre ne se déclare</p> <p><u>Respecter notamment les mesures suivantes :</u></p> <p><u>Avant les travaux :</u></p> <p>Repérer les moyens d'alerte et d'extinction</p> <p>Disposer de moyens d'extinction propres pour chaque lieu de travail. Au minimum un extincteur à eau pulvérisée de 9 litres ou un seau pompe et un extincteur approprié au risque</p> <p>Vérifier que le matériel découpage, meulage, est en parfait état de fonctionnement</p> <p>Colmater les ouvertures susceptibles de laisser passer les projections incandescentes à l'aide de matériaux</p>	Lot(s) concerné(s)



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot(s)
	<p>incombustibles</p> <p>Ecarter les matériaux combustibles (10 mètres voire davantage selon contexte) autour du lieu des travaux par points chauds</p> <p>Protéger les parties exposées par les plaques incombustibles, des bâches ignifugées ou tout autre procédé équivalent</p> <p><u>Pendant les travaux :</u></p> <p>Mouiller les parties en bois pouvant entrer en contact avec les étincelles</p> <p>Surveiller les projections incandescentes et leurs points de chute</p> <p>Refroidir les parties ou objets chauffés s'il y a impossibilité de les déposer sur des supports incombustibles</p> <p>Assurer en permanence la surveillance du chantier, y compris pendant les heures de repas</p> <p><u>Après l'exécution des travaux :</u></p> <p>Arrêter les travaux par points chauds deux heures avant la cessation du travail et maintenir une surveillance rigoureuse des lieux</p> <p>Indiquer in-situ par des flèches rouges ou sur un plan affiché les points exacts des travaux par points chauds pour faciliter les rondes</p> <p>Inspecter les lieux des travaux, les locaux et espaces adjacents ayant pu être concernés par des projections d'étincelles ou par des transferts de chaleur</p>	
<p>Travaux en tranchées, fouilles</p> <p>Risques :</p> <p>Chute de hauteur</p>	<p>Tranchées, ouverture au sol :</p> <p>Plan de travail - R 4323-59 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ils doivent être protégés par des gardes corps à 1 ou 1,10m de haut de sous lisses et des plinthes <p>Ouvertures R4534-4 et R4534-6 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les ouvertures donnant sur le vide doivent être équipées de gardes corps à 90 cm de hauteur et de plinthe - Les trémies et puits doivent être équipés de gardes corps à 90 cm de hauteur et de plinthe <p>Généralités R4323-66 et R4534-9:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tout dispositif enlevé doit être remis en place <p>Les accès doivent être éclairés</p> <p>Barrières de type TP à mettre des deux côtés de la tranchée.</p>  <p>Passerelle réglementaire pour passage piéton lors de la présence d'ouverture au sol au droit d'accès aux ouvrages / logements / établissements...</p>	<p>Lot VRD</p>

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot(s)
	 <p>Installé et entretenue durant toute la phase de chantier jusqu'au remblaiement ou mesure de protection équivalente</p>	
Travaux de passage de fourreaux enterrés Risques : <ul style="list-style-type: none"> - Eboulement, - Ensevelissement, - Santé. 	<p>Les fouilles en tranchées exposent les salariés à des risques graves, et en particulier à des risques d'éboulement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dans tous les cas pour une profondeur supérieure à 1.30 m et pour une largeur inférieure aux 2/3 de la hauteur - Suivant la nature et l'état du terrain <p>Le talutage des parois peut éviter l'utilisation de blindage, mais l'angle doit être défini en fonction de la nature du terrain, de sa cohésion et de sa teneur en eau.</p> <p>A défaut d'étude particulière, retenir un angle de 45°, soit au rapport de 1 pour 1.</p> <p>En fonction de la nature des travaux à réaliser, l'entreprise définira le mode d'étalement des fouilles adéquat.</p> <p>Pour le choix du matériel, il est recommandé d'obtenir des fabricants de blindage les renseignements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dimension et poids des différents éléments ; - Résistance à la poussée des terres ; - Mode d'emploi ; - Limites d'utilisation du matériel. <p>Pour les zones circulées, tenir compte des surcharges amenées par le déplacement des camions et engins à proximité de la fouille.</p> <p>En outre, l'entreprise déterminera le nombre de blindages nécessaires en fonction du chantier et s'assurera que les conditions de transport et de mise en place de ceux-ci sont compatibles avec les engins de transport et de manutention envisagés pour la réalisation du chantier.</p>	Lot VRD
Interventions sur regard de visite, chambre de tirage Risques : <ul style="list-style-type: none"> - Chute. 	<p>Le travail sur ces ouvrages, consistant à retirer une protection collective, trappe ou une dalle, l'entreprise aura à reconstituer cette protection collective dès son arrivée sur le site à l'aide :</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'un garde-corps si le personnel n'est pas amené à travailler dans l'ouvrage, - D'un garde-corps et de planchers de travail dans l'ouvrage si le personnel est amené à intervenir dans celui-ci <p>Le mode de pose et de dépose des protections mises en place sera développé dans le PPSPS de l'entreprise.</p> <p>Toute les précautions complémentaires devront être décrites dans le PPSPS.</p>	Lot VRD
Utilisation de lasers d'alignement Risques : <ul style="list-style-type: none"> - Lésions oculaires 	<p>Le laser d'alignement est un appareil qui émet une lumière amplifiée obtenue par l'émission stimulée d'un rayonnement électromagnétique.</p> <p>Il émet une lumière visible de couleur rouge ou verte très caractéristique.</p> <p>L'ensemble des personnes travaillant dans un chantier où un</p>	Lot(s) concerné(s)

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot(s)
	<p>laser est utilisé doivent être informées des risques de lésion oculaires en cas d'exposition de l'œil afin qu'elles ne recherchent pas à fixer volontairement le rayonnement.</p> <p>Lors de l'utilisation de l'appareil, mettre en place le panneau normalisé signalant le fonctionnement du laser.</p> <p>Délimiter, et si possible interdire matériellement l'accès à la zone où une exposition accidentelle de l'œil est dangereuse. Celle-ci mesure environ 6.00 m dans l'axe du rayon.</p> <p>Ne pas manquer de former les nouveaux arrivants.</p>	
Manutentions des différents matériels Risques : - Lombalgie, - Écrasement des pieds et des mains, - Coupures etc.	<p>Les entreprises devront limiter, voire éviter les manutentions manuelles en privilégiant l'utilisation d'appareils d'aide à la manutention.</p> <p>Le personnel sera sensibilisé, voire formé aux gestes et postures</p> <p>Les EPI seront portés.</p>	Lot(s) concerné(s)
Peinture, colles, résines Risques : Santé (produits utilisés)	<p>Eviter les produits solvants. privilégier les produits en phase aqueuse.</p> <p>Si produit solvanté, affichage à proximité « Risques d'explosion - Pas de soudure, ni de brasure. »</p> <p>Prendre les mesures nécessaires pour prévenir les risques d'intoxication et d'incendie (risques engendrés par les colles et solvants).</p> <p>Les produits mis en œuvre doivent être indiqués dans le PPSPS de l'entreprise en joignant les FDS. Veiller au respect des prescriptions mentionnées.</p> <p>Copie des FDS des produits utilisés (conformes au CCTP) à transmettre au Coordonnateur SPS.</p> <p>Port des EPI recommandés mentionnés dans les fiches FDS.</p> <p>Condamner l'accès aux autres entreprises.</p> <p>Aération des locaux naturelle ou forcée.</p>	Lot(s) concerné(s)
Produits dangereux (inflammables, nocifs...)	<p>Tous les produits dangereux utilisés devront être déclarés lors de leur introduction sur le chantier.</p> <p>Le PPSPS fera état des mesures techniques et définira les mesures d'organisation du travail appropriées pour assurer la protection des travailleurs contre les dangers découlant des propriétés chimiques et physico-chimiques des agents chimiques. Ces mesures portent, notamment, sur le stockage, la manutention et l'isolement des agents chimiques incompatibles.</p> <p>Les notices d'utilisation devront être clairement expliquées aux utilisateurs et être rédigées en français (et/ou traduit le cas échéant). Les fiches de données de sécurité de ces produits seront transmises au coordonnateur SPS réalisation et au Maître d'œuvre.</p>	Lot(s) concerné(s)

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

RESPECT DES CONTRAINTES DU SITE

Les travaux seront exécutés avec accompagnement permanent par un surveillant de la Maison d'arrêt d'ARRAS qui sera muni des moyens de communications internes au site pour communiquer avec le PCI. Accompagnement dans les zones avec co-activités travaux / détenus. Pas d'accompagnement dans les zones hors détenus. Ces zones seront précisées par l'administration pénitentiaire.

Chaque entreprise, sous couvert du maître d'œuvre, devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire à leur minimum possible les gênes imposées aux usagers et aux riverains, notamment celles qui pourraient être causées par les difficultés d'accès, le bruit, les fumées, les poussières, etc.

Le public aura la priorité au voisinage des accès (sortie et entrée) du chantier.

Horaires de chantier imposés

Les horaires de chantier sont imposés par le DCEP. A consulter en annexe du présent PGC

Horaires et contraintes de livraisons

Les horaires de livraison du chantier par les fournisseurs se feront dans les mêmes créneaux horaires que les horaires de chantier. La gestion de l'accès des fournisseurs se fera par des consignes dans un document accueil du fournisseur établi en annexe du PPSPS simplifié de l'entreprise d'accueil.

SITE EN EXPLOITATION

Pour des travaux de réhabilitation dans un établissement en activité, le risque incendie et l'évacuation des personnes en cas d'incendie sont à prendre en compte en priorité.

EXPLOITATIONS ET CHANTIERS LIMITROPHES OUVERTS OU PREVUS

Une concertation des maîtres d'ouvrage sera nécessaire pour régler d'éventuelles interférences au niveau des appareils de levage ou co-activités entre entreprises si d'autres chantiers venaient à démarrer à proximité immédiate du site.

Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant

NETTOYAGE DU CHANTIER

Règles générales de nettoyage du chantier

- Des bennes à déchets seront installées sur le chantier pour l'ensemble des travaux tels que définis au **§ conditions de stockage, d'élimination, d'évacuation des déchets et décombres** du présent PGC
- Chaque entreprise devra nettoyer et évacuer ses gravats quotidiennement jusqu'à la benne mise à disposition. Les déversements par les ouvertures, ainsi que tous les types de stockage « sauvage » sont proscrits du site.
- Les dessertes des bungalows seront maintenues en état de parfaite propreté et libre de tout encombrement de quelque nature que ce soit.
- Les roues des engins et camions devront être nettoyés au jet d'eau avant de sortir du chantier.
- Un lave roues pourra être installé en limite de chantier sur demande du coordonnateur SPS.
- Nettoyage des abords au moins une fois par semaine (à renforcer suivant la météo, travaux...) de manière à respecter la réglementation locale en vigueur concernant la propreté des voies publiques ;
- Les entreprises sont responsables du maintien en bon état de la viabilité des voies ouvertes à la circulation et empruntées par leurs engins ;
- Il est notamment interdit de :
 - Brûler les déchets sur le chantier ;
 - Abandonner ou enfouir des déchets quels qu'ils soient ;
 - Laisser des déchets dangereux (pots de peinture, chiffons souillés etc.) sur le chantier et dans les bennes de chantier non prévues à cet effet.

DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE, TRI DES DECHETS

Objectifs

L'objectif environnemental pour cette opération est de : « **Limiter les impacts environnementaux dus aux chantiers** ».

Outre les opérations relatives au tri des déchets, telles que définies, l'objectif ne sera atteint que si un choix judicieux des produits mis en œuvre est effectué au début du projet.

L'utilisation de matériaux offrant une réelle aptitude au recyclage et le moins polluant possible sont à privilégier dans les dispositions constructives.

D'autre part, l'élaboration d'un **Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (S.O.G.E.D.)** par chaque entreprise permettra de gérer méthodiquement les déchets, de la production jusqu'à l'élimination.

Trame d'élaboration d'un S.O.G.E.D. :

- Engagement de l'entreprise pour limiter les impacts environnementaux ;
- Obligation de désigner un responsable environnemental par entreprise ;
- Moyens mis en œuvre pour limiter la production de déchets sur le chantier ;
- Définition préliminaire du niveau de tri sur et hors site (DI – DIB – DIS autres) ;
- Quantités approximatives prévisionnelles de production de déchets ;
- Contenants mis à disposition et rotations d'évacuation prévues ;
- Centres de stockage, de regroupement, ou de recyclage vers lesquels seront acheminés les déchets ;
- Moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en place pendant les travaux ;
- Moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets.



Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière

ORGANISATION DES SECOURS

L'objectif sera d'organiser les premiers secours sur le chantier rapidement avant l'arrivée des secours extérieurs.

Ainsi, chaque entreprise intervenante devra prévoir une trousse de premiers secours sur le chantier.

Elle pourra être détenue dans le véhicule de chantier.

Lors d'un accident grave, le déplacement de la victime ne peut être envisagé, la consigne générale en cas d'accident sera la suivante :

Appeler ou faire appeler le PCI par l'intermédiaire de l'agent de sécurité accompagnateur. Le PCI contactera les POMPIERS :

en donnant les informations suivantes :

1. **ICI CHANTIER, Réalisation de l'accessibilité de la maison d'arrêt d' ARRAS**
2. PRÉCISER LA NATURE DE L'ACCIDENT
3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ÉTAT
4. DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE
5. FIXER UN POINT DE RENDEZ-VOUS, envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours ;
6. NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER, faites répéter le message

Les voies de circulation devront toujours être dégagées pour faciliter le déplacement des véhicules de secours.

« L'accueil » des secours médicaux spécialisés devra être réalisé dès l'entrée du chantier afin de faciliter le déroulement de l'opération.

L'appel des secours pourra être envisagé à partir du téléphone du chantier, l'affichette OPPBTP, « EN CAS D'ACCIDENT » dûment complétée sera apposée à proximité du combiné pour faciliter les instructions données par téléphone.

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL (SST)

Chaque entreprise, conformément à l'article R. 4224-15 du code du travail, devra dans ses équipes de travail, disposer de salariés sauveteurs secouristes du travail (SST) formés et recyclés depuis moins d'un an (1 pour 20).

Il y aura sur le chantier en permanence au moins un secouriste du travail.

Dans le cas contraire, des sauveteurs secouristes du travail devront être formés.

Chaque sauveteur devra clairement être identifié par un autocollant apposé sur le casque ou par un badge spécial.

INFIRMERIE

Une infirmerie est installée dès que l'effectif du personnel sur le chantier atteint 200 personnes.

1 infirmier est requis pour un effectif de 200 à 800 salariés, et 1 infirmier de plus par tranches de 600 salariés.

L'équipement de l'infirmerie est à déterminer en accord avec le médecin du travail.

DISPOSITIONS EN CAS DE TRAVAIL ISOLE

Le travail isolé est strictement interdit.



RISQUE INCENDIE

Pour tout travail de soudage, ou risquant de provoquer des étincelles ou par point chaud, un permis de feu établi par le chef d'établissement devra être obligatoirement délivré avant toute intervention.

Un extincteur approprié au risque et à jour de ses vérifications sera maintenu à proximité de la zone d'intervention.

Il est interdit d'utiliser des produits inflammables dont le point éclair est inférieur à + 40° sinon, il n'y aura aucune co-activité pendant l'utilisation de produits à risques.

Si les entreprises décident d'utiliser des produits présentant un risque incendie (définis dans le PPSPS), le coordonnateur SPS désignera les zones de stockage particulières.

Les locaux suivants devront être équipés d'un extincteur portatif :

- Locaux de stockage ;
- Vestiaires ;
- Réfectoire.

Les travaux suivants devront être réalisés avec des extincteurs à proximité :

- Travaux de soudage ;
- Utilisation de produits inflammables (peintures...).

Appeler ou faire appeler le PCI par l'intermédiaire de l'agent de sécurité accompagnateur. Le PCI contactera les POMPIERS :

Il relève de la responsabilité de chaque chef d'entreprise de former ses salariés à l'utilisation des extincteurs.



EVACUATION DES PERSONNES EN CAS D'INCENDIE

En cas de modification du plan d'évacuation, en cas d'incendie (condamnation d'une issue de secours, réalisation d'un cloisonnement...), le bureau de contrôle ou la commission de sécurité donnera un avis

Dans les E.R.P., le plan d'installation de chantier sera soumis pour avis au chef d'établissement.

En fonction des travaux, un nouveau plan d'évacuation sera réalisé en indiquant le point de rassemblement de l'établissement, l'accès pompiers, la circulation des personnes...

Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants

Suivant article R. 4532-6 du code du travail :

Afin notamment d'assurer au coordonnateur SPS l'autorité et les moyens nécessaires au bon déroulement de sa mission, le maître d'ouvrage prévoit, dès les études d'avant-projet de l'ouvrage, la coopération entre les différents intervenants dans l'acte de construire et le coordonnateur SPS.

Les modalités pratiques de cette coopération font l'objet d'un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants.

ENTREPRISES DESIGNÉES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>Les principales obligations des entreprises désignées par le maître d'ouvrage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Respecter et appliquer les principes généraux de prévention phase préparation de chantier, pendant les travaux et les levées de réserves ; - Rédiger et tenir à jour les PPSPS, les transmettre aux organismes de prévention inspection du travail, CARSAT et OPPBTP (pour le lot gros œuvre ou lot principal ou lots présentant des risques particuliers), au coordonnateur SPS ou au maître d'ouvrage et les conserver pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage ; - Participer et laisser participer les salariés au CISSCT pour les opérations de 1ère catégorie. - Respecter les obligations résultant du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ; - Viser le Registre Journal et lever les observations ou répondre aux notifications du coordonnateur SPS ; - Fournir l'ensemble des documents nécessaires à la finalisation du D.I.U.O. avant la réception des travaux ; - Participer à toutes réunions organisées par le coordonnateur SPS ; - Déclarer et faire agréer son sous-traitant par le maître de l'ouvrage afin d'établir un contrat de sous-traitance conformément à la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance. 	Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> - art. L. 4121-1 à L. 4121-5, L. 4531-1, L. 4531-2 et L. 4534-1 - art. L.4532-9 et R. 4532-57 à 76 - art. L. 4532-10 à L. 4532-15 et 4532-80 à 94 - art. L.4531-1 à L. 4531-18 - art. R. 4532-38 - art. R. 4532-95

VISITE D'INSPECTION COMMUNE

En application de l'article R. 4532-13 du code du travail, le coordonnateur SPS doit procéder à une visite d'inspection commune avec toutes les entreprises, quelles que soient leur rang, préalablement à l'élaboration de leurs PPSPS pour les travaux présentant des risques particuliers et leurs interventions sur le chantier pour les autres entreprises.

Toute entreprise titulaire ou sous-traitante, quel que soit son rang, préalablement à l'élaboration de son PPSPS et à son intervention sur le chantier doit demander à procéder à une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>La demande de visite d'inspection commune est effectuée par l'entreprise désignée par le maître de l'ouvrage avant toute intervention sur le chantier et avant élaboration du PPSPS.</p> <p>L'entreprise demandera au coordonnateur SPS un rendez-vous pour la visite d'inspection commune au plus tard deux semaines avant son intervention sur le site.</p> <p>Le coordonnateur SPS confirmera en retour la date de la visite d'inspection commune prise d'un commun accord.</p> <p>Un imprimé modèle de demande de rendez-vous pour une VIC est joint en annexe au présent P.G.C.</p> <p>Au cours de cette visite d'inspection commune sont en particuliers précisés, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à</p>	Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage avec le coordonnateur SPS	En application de l'article R. 4532-13



Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>exécuter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les consignes à observer et à transmettre ; - Les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération. <p>Cette inspection commune est réalisée obligatoirement avant remise du PPSPS.</p>		

ETABLISSEMENT D'UN PPSPS

Les entreprises exécutant des travaux doivent le rédiger avant toute intervention sur le chantier après avoir effectué la visite d'inspection commune, avec le coordonnateur SPS (articles L. 4532-8 et L. 4532-9 du code du travail).

L'objectif du PPSPS étant d'évaluer les risques et d'écrire les consignes à observer ou à transmettre aux travailleurs appelés à intervenir sur le chantier et les conditions de santé et de sécurité dans lesquelles vont être exécutés les travaux

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>L'établissement du PPSPS est précédé obligatoirement par une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.</p> <p>L'objet réel du PPSPS ou du PPSPS simplifié est de réaliser une analyse de risques générés par l'activité réelle de travail :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des autres entreprises, du chantier et de son environnement ; - De l'entreprise sur les autres intervenants ; - De l'entreprise sur ses propres salariés. 	Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage	En application des articles L. 4532-8 et L. 4532-9

CONTENU DU PPSPS

Art. R4532-63

Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé indique :

- 1°) Les noms et adresses de l'entrepreneur ;
- 2°) L'évolution prévisible de l'effectif sur le chantier ;
- 3°) Le cas échéant, les noms et qualité de la personne chargée de diriger l'exécution des travaux.

Art. R4532-64

Le PPSPS est adapté aux conditions spécifiques de l'intervention sur le chantier.

A cet effet, outre la prise en compte des mesures de coordination générale décidées par le Coordonnateur et l'énumération des installations de chantier et des matériels et dispositifs prévus pour la réalisation de l'opération, le plan mentionne, en les distinguant :

- 1°) Les mesures spécifiques prises par l'entreprise pour prévenir les risques spécifiques découlant :
 - a) De l'exécution par d'autres entreprises de Travaux à Risques Particuliers pouvant avoir une incidence sur la santé et la sécurité des travailleurs de l'entreprise ou du travailleur indépendant ;
 - b) Des contraintes propres au chantier ou à son environnement, en particulier en matière de circulations ou d'activités d'exploitation particulièrement dangereuses ;
- 2°) La description des travaux et des processus de travail de l'entreprise pouvant présenter des risques pour la santé et la sécurité des autres intervenants sur le chantier, notamment lorsqu'il s'agit de Travaux à Risques Particuliers tels que ceux énumérés sur la liste prévue à l'article L. 4532-8 ;
- 3°) Les dispositions à prendre pour prévenir les risques pour la santé et la sécurité que peuvent encourir les travailleurs de l'entreprise lors de l'exécution de ses propres travaux.

Art. R4532-65

Lorsqu'il ressort du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé et de l'évaluation préalable des risques menée par l'entreprise que des mesures mentionnées à l'article R. 4532-64 n'ont pas à être prises du fait de l'absence de risques, résultant en particulier de l'exécution de travaux figurant sur la liste prévue à l'article L. 4532-8, l'employeur le mentionne expressément sur le plan.



Art. R4532-66

Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé :

- 1°) Analyse de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence particulière sur la santé et la sécurité des travailleurs sur le chantier ;
- 2°) Définit les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en œuvre, à l'utilisation de produits, aux déplacements des travailleurs, à l'organisation du chantier ;
- 3°) Indique les mesures de protections collectives ou, à défaut individuelles, adoptées pour parer à ces risques ainsi que les conditions dans lesquelles sont contrôlés l'application de ces mesures et l'entretien des moyens matériels qui s'y rattachent ;
- 4° Précise les mesures prises pour assurer la continuité des solutions de protections collectives lorsque celles-ci requièrent une adaptation particulière.

Art. R4532-67

Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé comporte de manière détaillée :

- 1°) Les dispositions en matière de secours et d'évacuation, notamment :
 - a) Les consignes de premiers secours aux victimes d'accidents et aux malades ;
 - b) Le nombre de travailleurs du chantier formés pour donner les premiers secours en cas d'urgence ;
 - c) Le matériel médical existant sur le chantier ;
 - d) Les mesures prises pour évacuer, dans les moindres délais, dans un établissement hospitalier de toute victime d'accident semblant présenter des lésions graves ;
- 2°) Les mesures assurant l'hygiène des conditions de travail et celle des locaux destinés aux travailleurs. Il mentionne, pour chacune des installations prévues, leur emplacement sur le chantier et leur date de mise en service prévisible.

Art. R4532-68

Lorsque les dispositions en matière de secours et d'évacuation sont prévues par le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé, mention peut être faite dans le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé du renvoi au Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé.

Art. R4532-70

L'entrepreneur chargé du gros œuvre ou du lot principal, ainsi que celui appelé à exécuter des travaux présentant des risques particuliers entrant dans la liste prévue à l'article L4532-8, adresse à l'inspecteur du travail ou, le cas échéant, au fonctionnaire assimilé en application de l'article L8112- 3 (3e alinéa), aux chefs des services de prévention des organismes de sécurité sociale compétents en matière de prévention des risques professionnels et au comité régional de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics, avant toute intervention sur le chantier, un exemplaire du plan particulier de sécurité et de protection de la santé, auquel sont joints les avis du médecin du travail et des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, des délégués du personnel, s'ils ont été donnés dans les conditions prévues à l'article R. 4532-69.

Art. R4532-72

Dans le cas où une mesure de prévention prévue au plan n'a pu être appliquée, l'entrepreneur indique sur le plan les moyens d'une efficacité au moins équivalente qui ont été mis en œuvre. Cette substitution est portée à la connaissance du coordonnateur et des personnes et organismes mentionnés à l'article R4532-70.

Art. R4532-73

Le plan particulier de sécurité tenu sur le chantier peut être consulté par :

- 1° Les membres du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail ;
- 2° Les membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, les délégués du personnel ;
- 3° Le médecin du travail ;
- 4° L'inspection du travail ;
- 5° Le service de prévention des organismes de sécurité sociale ;
- 6° L'Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.



DIFFUSION DES PPSPS

L'entreprise établit le PPSPS, préalablement aux travaux, dans un délai d'au moins 30 jours à compter de la réception du contrat signé par le Maître d'Ouvrage pour les lots principaux ou pour les marchés de travaux entrant en totalité ou partiellement dans la liste des travaux à risques particuliers, 8 jours pour les autres lots.

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>La diffusion du PPSPS est la suivante :</p> <p>⇒ 1 exemplaire est adressé pour avis au Coordonnateur SPS :</p> <p>DEKRA Industrial AGENCE HAUTS DE FRANCE Rue Pierre et Marie Curie Zone Artisanale du 14 juillet 62223 ST LAURENT BLANGY</p> <p>Après avis, un exemplaire devra être remis au coordonnateur SPS :</p> <p>⇒ 1 exemplaire au maître d'ouvrage ;</p> <p>⇒ 1 exemplaire doit être tenu en permanence à jour sur le chantier pour consultation par l'inspection du travail, la CARSAT, l'OPPBT, la médecine du travail, les membres du CISSCT pour les opérations de 1^{ère} catégorie, CSSCT ou les délégués du personnel.</p> <p>⇒ 1 exemplaire est adressé, avant toute intervention sur le chantier, à l'inspection du travail, au service prévention de la CARSAT et à l'OPPBT :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour les entreprises chargées du gros œuvre ou du lot principal ; • Pour l'entreprise appelée à exécuter des travaux présentant des risques particuliers suivant la liste fixée à l'arrêté du 25 février 2003. 	<p>Toutes les entreprises désignées par le maître d'ouvrage, y compris les sous-traitants quel que soit leur rang</p>	<p>En application des articles R. 4532-70 et R. 4532-71</p>

Prestataires de service

Les entreprises qui ont un contrat de location direct avec le maître d'ouvrage, ou qui ont un contrat de sous-traitance doivent réaliser un PPSPS.

Les prestations des autres entreprises (prestataires ou fournisseurs), doivent être incluses dans le PPSPS de l'entreprise instigatrice de la demande, en y intégrant les mesures de prévention (Analyse de risques spécifiques, Modes opératoires).

Le statut de sous-traitant ne peut être donné qu'à des entreprises réalisant et engageant leur responsabilité de constructeur sur une partie de l'ouvrage final. L'entreprise sous-traitante doit avoir son propre matériel et sa propre autonomie notamment en matière d'encadrement. Une société prestataire de service, répondant à ces critères, sera considérée comme Sous-traitante.

OBSERVATIONS DU COORDONNATEUR SPS

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>Le coordonnateur SPS accuse réception du PPSPS sur le registre journal de la coordination SPS.</p> <p>Il note également sur le registre journal les observations éventuelles concernant le PPSPS, et diffuse une copie de ces observations aux entreprises concernées.</p> <p>Le Maître d'Œuvre peut pour sa part, accuser réception des PPSPS et noter ses observations sur les comptes rendus de réunion de chantier.</p>	<p>Coordonnateur SPS</p> <p>Maître d'Œuvre</p>	<p>Articles R. 4532-13</p>

HARMONISATION DES PPSPS ET LEUR MISE A JOUR

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>Le Coordonnateur SPS établit les observations sur les PPSPS faisant ressortir les points pour lesquels une harmonisation est nécessaire.</p> <p>Il consigne par écrit les conclusions de ces observations sur le registre journal de la coordination SPS, et en diffuse copie au maître d'œuvre et aux</p>	<p>Coordonnateur SPS</p>	<p>En application de l'article R. 4532-48</p>



Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
entreprises concernées. Ces entreprises devront alors mettre à jour leur PPSPS en conséquence, et diffuser cette mise à jour.		

MISE A JOUR DU PGC

Le coordonnateur SPS complète et adapte le PGC ou en fonction de l'évolution du chantier

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
Le plan général de coordination est complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux ou phases de travail. A partir de l'harmonisation des PPSPS, le coordonnateur SPS, en accord avec le maître d'œuvre, juge de la nécessité de mettre à jour le Plan Général de Coordination SPS. S'il y a lieu, cette mise à jour sera effectuée par le coordonnateur SPS, et diffusée aux intervenants du chantier. Cette mise à jour sera enregistrée sur le registre journal de la coordination. La mise à jour du PGC, est présentée aux intervenants et commentée lors des réunions de coordination SPS, ainsi qu'à l'occasion des réunions du CISSCT (opérations de 1 ^{ère} catégorie).	Coordonnateur SPS	Articles R. 4532-47 et 48

SOUS-TRAITANT

Avant toute intervention sur le chantier, le sous-traitant, quel que soit son rang, a les mêmes obligations que l'entrepreneur titulaire : visite d'inspection commune et établissement du PPSPS simplifié s'il est appelé à exécuter des travaux à risques particuliers.

(Validation Obligatoire par la MOA avant toute intervention sur le chantier)

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
L'entreprise titulaire du marché a l'obligation de remettre le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé à son sous-traitant, ainsi qu'un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a lui-même retenues en matière d'hygiène et de sécurité. Ce document pourra être son propre PPSPS. A partir de ce document, le sous-traitant établit son propre PPSPS. Le sous-traitant dispose de 30 (trente) jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire du marché pour établir son PPSPS. Ce délai est ramené à 8 (huit) jours pour les travaux du second œuvre lorsqu'il s'agit d'une opération de bâtiment ou pour les lots ou travaux accessoires dans le cas d'une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci n'entrent pas dans la prévision de la liste fixée à l'arrêté du 25 février 2003 (travaux comportant des risques particuliers).	Sous-traitants déclarés et agréés par le maître d'ouvrage	Article R. 4532-60

TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

Les travailleurs indépendants sont soumis aux règles essentielles de sécurité applicables sur les chantiers suivant les dispositions issues de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

Ces obligations sont précisées par les décrets 95-607 et 95-608 du 6 mai 1995 applicables depuis le 1er janvier 1997.

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
Les travailleurs indépendants sont soumis aux mêmes dispositions que les autres entreprises intervenantes sur le chantier. Ils ont donc obligation d'effectuer une visite d'inspection commune et établir leur PPSPS avant toute intervention sur le chantier.	Travailleurs indépendants	Article R. 4535-1 et 4535-2



TRAVAIL DISSIMULE

D'une manière générale, selon la loi n° 97-210 du 11 mars 1997, toute entreprise mettant du personnel sur un chantier devra être en règle vis-à-vis du droit du travail et fournira :

- Son immatriculation à l'URSSAF en produisant une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins d'un an ;
- Son immatriculation au RCS en produisant un extrait K-bis ;
- Une attestation sur l'honneur de bonne application des articles L. 3243-1, L. 3243-1, L. 3243-4, L.3231-8, L. 1221-10, L. 1221-13 et L. 1221-15, (respect du droit du travail) et L.8251-8, L.8252-1 et L.8252-2 (régularité de la situation des salariés de nationalité étrangère) du code du travail.

Les entreprises certifieront que le personnel qu'ils emploient sur le chantier est en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives à l'emploi de main d'œuvre.

PRET DE MAIN D'OEUVRE

Le prêt de main d'œuvre entre entreprises est soumis aux conditions légales exprimées dans le code du travail, notamment les articles L.1251-1 et suivants (travail temporaire), L.8231-1 et suivants (marchandage), L.1253-1 et suivants (groupement d'employeurs), L.1221 et suivants (déclaration préalable à l'embauche), et L.8221-1 et suivants (travail dissimulé).

Le prêt de main d'œuvre à but lucratif est exclusivement réservé aux entreprises de travail temporaire.

Entre entreprises, il est réservé à celles qui pour des conditions d'intempéries ou insuffisance d'activité, ne peuvent employer leur propre personnel et, de ce fait, le « prête » à des entreprises qui ne sont pas confrontées aux mêmes problèmes. Dans ce cas, l'entreprise prêteuse ne devra pas réaliser de profit sur cette opération. Seuls peuvent être facturés les salaires versés, les charges sociales afférentes, et les frais professionnels remboursés.

Le prêt de main d'œuvre doit faire l'objet d'un contrat, il comportera au minimum les éléments suivants :

- Nom, prénom, qualification, attestation médicale des employés prêtés.
- Heures de présence et emploi sur le chantier.
- L'identité du responsable de l'entreprise utilisatrice qui aura à gérer le personnel sur le site.

La non présentation de ce dossier obligera le coordonnateur SPS à demander au maître d'ouvrage l'interdiction de la prestation du personnel de l'entreprise prêteuse, ainsi qu'une diffusion de l'information vers l'inspection du travail.

RECENSEMENT DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

Chaque entreprise titulaire transmettra au coordonnateur SPS, en début de chaque mois, une fiche de recensement des accidents du travail en prenant en compte les travaux sous-traités.



Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT)

Sans objet pour la présente opération, le CISSCT ne concerne que des opérations de 1ère catégorie.



Annexe(s)



Annexe 1 : Liste des lots, entreprises désignées par le maître de l'ouvrage

<i>Lots</i>	<i>Titulaire ou ST</i>	<i>Entreprises</i>	<i>Représentant</i>	<i>Téléphone Fax mail</i>
Lot N°01 VRD	T			
Lot N°02 Gros- Oeuvre	T			
Lot N°03 Métallerie	T			
Lot N°04 Electricité	T			
Lot N°05 CVP	T			
Lot N°06 Aménagement	T			
Lot N°07 Signalétique	T			
Lot N°08 Ascenseur élevateur	T			
Lot N°09 Menuiserie	T			
Lot N°10 Mobilier	T			

Fiche OPPBTP « Installations d'accueil des salariés sur chantiers »

Dispositions réglementaires applicables en matière d'installations d'accueil sur chantier

Installations d'accueil sur les chantiers		Durée du chantier		Observations, cas particuliers	Code du travail
		> 4 mois	< 4 mois		
Local vestiaire		x	x	Local dédié en état constant de propreté. Aéré et convenablement chauffé. Séparé des zones de stockage, notamment de matières dangereuses. Pour les chantiers souterrains, le local est installé au jour. Le local en sous-sol ne doit être qu'exceptionnel et être gardé en état constant de propreté, aéré et éclairé convenablement. Installations séparées pour les hommes et les femmes si le personnel est mixte.	R.4228-2 à 5 R.4534-139 à 140
			x	Lorsque ces installations ne sont pas adaptées à la nature du chantier, possibilité d'utiliser un véhicule de chantier spécialement aménagé permettant d'assurer la propreté individuelle, contenant des cabinets d'aisance, des vestiaires et, si possible, des douches.	R.4534-139 à 140
	Sièges	x	x	Nombre suffisant de sièges.	R.4228-6 R.4534-139
	Armoires vestiaires	x	x	Nombre suffisant d'armoires individuelles ininflammables permettant de suspendre deux vêtements de ville et, au besoin, un compartiment pour vêtements susceptibles d'être souillés par des matières dangereuses.	R.4228-6 R.4534-139
			x	Lorsque l'exiguïté du chantier ne permet pas d'installer de telles armoires, le local est équipé de patères en nombre suffisant.	R.4534-139

Installations d'accueil sur les chantiers		Durée du chantier		Observations, cas particuliers	Code du travail
		> 4 mois	< 4 mois		
Sanitaires	Lavabos	x	x	Avec eau potable et à température réglable. Un lavabo pour 10 travailleurs. Moyens de nettoyage, séchage et essuyage mis à disposition.	R.4228-7 R.4534-141
			x	S'il est impossible de mettre en place l'eau courante, un réservoir d'eau potable doit assurer la quantité d'eau suffisante pour alimenter les lavabos. Lavabos ou rampes à raison d'un orifice pour 10 travailleurs, si possible à température réglable.	R.4534-141
	Douches	x	x	Si travaux insalubres et salissants, mise à disposition de douches. Maintien en état constant de propreté, eau à température réglable.	R.4228-8 à 9 Arrêté 23/07/1947
	WC	x	x	Un cabinet et un urinoir pour 20 hommes; deux cabinets pour 20 femmes (séparés de ceux des hommes) avec poubelle. Au moins un poste d'eau (sauf pour les chantiers < 4 mois). Séparés des autres locaux. Équipés de chasse d'eau et de papier hygiénique. Aérés et chauffés. Nettoyage et désinfection au moins une fois par jour.	R.4228-10 à 15 R.4534-144
Local réfectoire des lors que les salariés prennent leur repas sur le chantier		x	x	Nettoyage du lieu et des équipements après chaque repas.	R.4228-22 à 24 R.4534-142
	Sièges et tables	x	x	Sièges et tables en nombre suffisant.	R.4228-22 R.4534-142
	Garde-manger ou réfrigérateur	x	x	Un moyen de conservation ou de réfrigération.	R.4228-22 R.4534-142
	Appareil de réchauffage ou de cuisson	x	x	Une installation permettant de chauffer les plats.	R.4228-22 R.4534-142
Eau potable	Pour la boisson	x	x	Un robinet d'eau potable fraîche (à raison de 3 l/jour/salarié) et chaude pour 10 usagers.	R.4228-22 R.4534-143



Fiche OPPBTP « En cas d'accident »



En cas d'accident

Appelez le sauveteur secouriste du travail qui, après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

Téléphonez au :

18	112	15
Pompiers	Centre d'appels secours	Samu

et dites...

1 Ici chantier

À (commune ou arrondissement)

N° Rue

En face de

Téléphone

2 Précisez la nature de l'accident

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...

Précisez la position du blessé et s'il y a nécessité de dégagement.

Par exemple : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...

3 Signalez le nombre de blessés et leur état

Par exemple : trois ouvriers blessés dont un saigne et un ne parle pas.

4 Décrivez l'intervention du secouriste

Par exemple : premiers soins, bouche-à-bouche...

5 Fixez un point de rendez-vous

Et envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.

6 Faites répéter le message

Ne raccrochez jamais le premier.

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL : une liste **à jour** mentionnant leur **nom** doit être affichée sur le chantier. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque et sur leur tenue de travail.



OPPBTP



preventionbtp.fr



Dispositions communes aux établissements pénitentiaires



Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires

*D*ispositions
*C*ommunes aux
*E*tablissements
*P*énitentiaires

Sommaire

1	: Dispositions générales.....	3
2	: Conditions d'accès aux établissements.....	3
3	: Contact avec les détenus.....	4
4	: Modalités d'obtention des autorisations d'accès.....	5
5	: Modalités de fonctionnement du chantier.....	5
6	: Divers.....	6



Article D 265 du code de procédure pénale

(Décret n° 83-48 du 26 janvier 1983 art. 1 Journal Officiel du 28 janvier 1983)
(Décret n° 98-1099 du 8 décembre 1998 art. 190 Journal Officiel du 9 décembre 1998)

Tout chef d'établissement doit veiller à une stricte application des instructions relatives au maintien de l'ordre et de la sécurité dans l'établissement pénitentiaire qu'il dirige.

Article D 268 du code de procédure pénale

(Décret n° 98-1099 du 8 décembre 1998 art. 190 Journal Officiel du 9 décembre 1998)

A ce titre, il prendra toutes les dispositions nécessaires en vue de prévenir les évasions, notamment en ce qui concerne la disposition des locaux, la fermeture ou l'obturation des portes ou passages, le dégagement des couloirs et des chemins de ronde et leur éclairage. Tout aménagement ou construction de nature à amoindrir la sécurité des murs d'enceinte est interdit.

2 – Conditions d'accès aux établissements

Article D 278 du code de procédure pénale

(Décret n° 98-1099 du 8 décembre 1998 art. 63 et 190 Journal Officiel du 9 décembre 1998)

Les personnes étrangères au service d'un établissement pénitentiaire ne peuvent pénétrer à l'intérieur de celui-ci qu'après avoir justifié de leur identité et de leur qualité et après s'être soumises aux mesures de contrôle réglementaires.

La pièce d'identité produite par les personnes qui n'ont pas autorité dans l'établissement pénitentiaire ou qui n'y sont pas en mission, peut être retenue pour leur être restituée seulement au moment de leur sortie.

Article D 277 du code de procédure pénale

(Décret n° 98-1099 du 8 décembre 1998 art. 62 et 190 Journal Officiel du 9 décembre 1998)

Sous réserve des dispositions des articles D. 229 à D. 231, aucune personne étrangère au service ne peut être admise à visiter un établissement pénitentiaire qu'en vertu d'une autorisation spéciale délivrée par le chef d'établissement.

A moins d'une disposition expresse, cette autorisation ne confère pas à son bénéficiaire le droit de communiquer avec les détenus de quelque manière que ce soit, même en présence de membres du personnel.

Une autorisation spéciale est nécessaire pour effectuer à l'intérieur d'un établissement pénitentiaire des photographies, croquis, prises de vue et enregistrements sonores se rapportant à la détention.

Outre le contrôle concernant les personnes (chauffeur, passagers), les numéros d'immatriculation des véhicules seront relevés et inscrits dans un registre prévu à cet effet.

Tout véhicule entrant ou sortant sera contrôlé selon les instructions en vigueur.

Les véhicules sont acheminés sur les lieux du chantier dans les mêmes conditions que les autres véhicules (prise en charge par un agent des travaux). Le chef de chantier doit informer le personnel pénitentiaire responsable de la surveillance du chantier de l'arrivée des camions.

Sauf autorisation spéciale du chef d'établissement, les entrées et les sorties des camions s'effectuent de 7h45 à 11h30 et de 13h30 à 17h.

Aucun mouvement de véhicule ne sera autorisé lors de la fermeture du portail d'accès au chantier (voir horaires).

Article D 220 du code de procédure pénale

Décret n°93-347 du 15 mars 1993 art. 2 Journal Officiel du 17 mars 1993)
(Décret n° 98-1099 du 8 décembre 1998 art. 186 Journal Officiel du 9 décembre 1998)

Indépendamment des défenses résultant de la loi pénale, il est interdit aux agents des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire et aux personnes ayant accès dans la détention :

- de se livrer à des actes de violence sur les détenus
- d'user, à leur égard, soit de dénominations injurieuses, soit de tutoiement, soit de langage grossier ou familier
- de fumer dans les lieux fermés et couverts affectés à un usage collectif, sous réserve de ceux spécialement aménagés à cet effet ou de boire à l'intérieur de la détention ou d'y paraître en état d'ébriété
- d'occuper sans autorisation les détenus pour leur service particulier
- de recevoir des détenus ou des personnes agissant pour eux aucun don ou avantage quelconque
- de se charger pour eux d'aucune commission ou d'acheter ou vendre quoi que ce soit pour le compte de ceux-ci
- de faciliter ou de tolérer toute transmission de correspondance, tous moyens de communication irrégulière des détenus entre eux ou avec le dehors, ainsi que toutes attributions d'objets quelconques hors des conditions et cas strictement prévus par le règlement
- d'agir de façon directe ou indirecte auprès des détenus pour influencer sur leurs moyens de défense et sur le choix de leur défenseur.

Article D 274 du code de procédure pénale

(Décret n° 98-1099 du 8 décembre 1998 art. 58 et 190 Journal Officiel du 9 décembre 1998)

L'entrée ou la sortie des sommes d'argent, correspondances ou objets quelconques n'est régulière que si elle est conforme aux dispositions du présent titre et du règlement intérieur de l'établissement ou si elle a été expressément autorisée par le chef de l'établissement dans le cas où celui-ci serait habilité à le faire.

En toute hypothèse, les sommes, correspondances ou objets doivent être soumis au contrôle de l'administration.

Indépendamment des avis prévus à l'article D. 280, il est donné connaissance à l'autorité judiciaire, en vue de l'application éventuelle des pénalités prévues à l'article 434-35 du Code pénal, de la découverte des sommes, correspondances ou objets qui seraient trouvés en possession des détenus ou de leurs visiteurs et qui auraient été envoyés ou remis contrairement aux prescriptions des deux alinéas qui précèdent.

Article D 430 du code de procédure pénale

La sortie des écrits faits par un détenu en vue de leur publication ou de leur divulgation, sous quelque forme que ce soit, ne peut être autorisée que par décision ministérielle.

Les entreprises adresseront, en vue de l'obtention des autorisations d'accès, une liste nominative des personnes appelées à travailler à l'intérieur de l'établissement pénitentiaire ou à y pénétrer.

Chacune de ces personnes devra fournir au préalable au chef d'établissement :

- une copie du livret de famille régulièrement tenu à jour
- deux photographies
- une photocopie recto verso de la carte nationale d'identité avec photo en cours de validité.

Avant l'entrée, la pièce d'identité sera déposée à la porte et sera rendue au moment de la sortie.

Toute personne entrant dans l'établissement sera contrôlée à l'aide d'un détecteur manuel et les sacs, pochettes, etc. devront être ouverts aux fins de vérification.

Le personnel de l'entreprise ne peut circuler que sur le lieu même du chantier et toujours sous le contrôle de l'agent des travaux.

Port obligatoire d'un baudrier de couleur.

Toutes ces dispositions - listes nominatives, fourniture préalable des documents, vérification d'identité, contrôle - sont applicables aux conducteurs et passagers des véhicules.

Les entreprises fourniront la liste des véhicules intervenants sur le chantier avec les immatriculations. Les mesures de contrôle sont effectuées selon les mêmes modalités que les autres véhicules :

- contrôle du fret
- contrôle du dessous et de la cabine du véhicule.

Aucun véhicule ne doit circuler hors de la présence de l'agent des travaux ou éventuellement d'un agent désigné par le Surveillant - Chef.

Une fois à l'arrêt le véhicule doit être impérativement verrouillé et les clefs conservées par l'utilisateur.

5 – Modalités de fonctionnement du chantier

Horaires

Le chantier est ouvert :
de 8 heures à 12 heures
de 13 heures à 17 heures 30 (l'été)
de 13 heures à 17 heures (l'hiver)
le vendredi à 16 heures.

La modification des horaires, devra être autorisée par le chef d'établissement.

Les entrées et sorties des ouvriers de l'établissement se feront de manière collective. Les sorties ne seront autorisées qu'après contrôle de l'effectif des détenus.

Chantier

Pour les travaux à l'intérieur de l'établissement, il est expressément précisé que les engins devront rester continuellement occupés pendant les heures de travail.

Il sera demandé aux ouvriers de porter un baudrier de couleur.

Le personnel de l'entreprise ne peut circuler que sur le lieu même du chantier et toujours sous le contrôle du personnel pénitentiaire responsable de la surveillance du chantier.

Aucun véhicule ne doit circuler hors de la présence du personnel pénitentiaire responsable de la surveillance du chantier.

Une fois à l'arrêt le véhicule doit être impérativement verrouillé et les clefs conservées par l'utilisateur.

Outillage

Un inventaire détaillé est remis au personnel pénitentiaire responsable de la surveillance du chantier. Il est tenu à jour par le chef de chantier.

Une copie de cet inventaire est tenue à disposition dans le bureau du chantier pour que les agents gradés puissent effectuer leur contrôle.

Le personnel pénitentiaire responsable de la surveillance du chantier effectue chaque soir le contrôle complet de l'outillage.

Les ouvriers peuvent quitter le chantier après le contrôle de l'outillage.

L'outillage doit être entreposé en sûreté, en un lieu qui est déterminé par le chef d'établissement en concertation avec le conducteur de travaux. Quant au petit outillage, il est enfermé dans des caisses cadenassées dont les clefs sont conservées par le chef de chantier.

Toutes les fouilles et excavations devront être impérativement rebouchées tous les soirs ou recouvertes.

La circulation devra être maintenue en toutes circonstances.

L'emplacement de la baraque de chantier ou de tout autre entrepôt devra être décidé avec le chef d'établissement.

Le remisage de l'outillage est obligatoire à chaque interruption de chantier, même de courte durée (pause de midi par exemple).

Cordage et échelles

D'une manière générale, les échelles doivent faire l'objet d'une surveillance permanente. Elles ne doivent en aucun cas être laissées négligemment contre ou au pied d'un mur. Midi et soir, elles seront entreposées dans un local par les soins de l'agent des travaux. Lorsqu'elles ne sont pas utilisées, les échelles sont enchaînées à des pattes de scellement dont la localisation est déterminée au préalable par le conducteur des travaux en accord avec le Surveillant - Chef.

Quant aux cordages, ils sont enfermés dans des caisses cadenassées.

Echafaudages

Toute installation d'échafaudage doit faire l'objet d'une autorisation du chef d'établissement.

Tant que leur utilisation est nécessaire, ils sont enfermés à l'intérieur d'une paroi lisse, conçue pour éviter toute escalade.

Après démontage, tout élément d'échafaudage doit être éloigné de l'abords des murs et entreposé aussi rapidement que possible dans une aire de stockage ou ils sont par ailleurs enchaînés.

La procédure est identique pour ce qui concerne les bois du coffrage, les éléments préfabriqués ou tout autre matériau susceptible de favoriser une escalade.

Engins de levage

Indépendamment des consignes de sécurité qui régissent l'utilisation de ces engins, il est impératif d'observer les consignes spécifiques au milieu pénitentiaire.

- pendant l'utilisation, le conducteur ne doit jamais quitter sa cabine,

- en dehors de son utilisation, l'engin doit être garé en un lieu qui sera préalablement déterminé par le chef d'établissement et le conducteur de travaux. La clef doit être retirée et conservée par le conducteur. Enfin l'engin doit être équipé d'un coupe batterie.

- si une épreuve de force venait à être tentée par un détenu ou un groupe de détenus, il convient alors de couper le moteur et de jeter les clefs de l'engin en un lieu le plus inaccessible possible (par exemple, au-dessus du mur d'enceinte).

Les travaux doivent être exécutés soit par la toiture, soit à l'aide d'une corniche, à l'exclusion d'un échafaudage (sauf pour la dépose de la cheminée).

Toutes les formalités - voirie, autorisation de stationnement, évacuation des gravats, stockage, etc. sont à la charge de l'entreprise.

6 - Divers

Un double des clés de la baraque du chantier devra être remis au chef d'établissement, le cas échéant.

Le personnel pénitentiaire est habilité à effectuer des rondes et des contrôles à l'intérieur du chantier.

Les entreprises devront prendre toutes dispositions utiles afin de préserver les conduites de gaz, eau potable, etc., ainsi que les circuits d'alarmes reliant les bâtiments.

Le chef d'établissement devra pouvoir joindre à tout moment, y compris les samedis après-midi, dimanches et jours fériés, chômés, un responsable de l'entreprise travaillant sur le chantier.

L'entreprise sera tenue d'intervenir sur simple injonction du chef d'établissement sans prétendre à aucune indemnité.

Lu et accepté
(Signature)